Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

HISTORIQUE

du

36e Régt d'Infanterie TERRITORIALE

AVANT-PROPOS

Suivant circulaires ministérielles d'avril et mai 1919, « chaque militaire démobilisé devra recevoir, à titre gratuit, un historique succinct de son corps qui en précise le rôle et fasse ressortir, notamment, pour en perpétuer le souvenir, la grandeur de l'effort accompli et les difficultés surmontées au cours de la campagne ».

Certes, le 36e territorial ne pouvait donner sa véritable mesure que pendant la guerre. Toutefois, ses manifestations de paix avaient permis d'escompter favorablement l'avenir.

Depuis longtemps, son corps d'officiers se signalait par une vitalité, un esprit militaire, une haute valeur morale, dont témoignaient ses créations : Association amicale, sociétés de tir et de préparation militaire, concours, réunions périodiques, fêtes, mutualité maternelle, etc...

D'autre part, les périodes d'instruction, et spécialement les dernières, avaient mis en relief les sérieuses qualités de sa troupe : intelligence éveillée et ardeur réfléchie des cadres, irréprochable discipline et belle attitude des soldats. Toutes choses d'heureux présage.

Dignement, avec conscience et la volonté de vaincre, le 36e, en ses périodes, se prépare à la guerre. La mobilisation ne le surprend pas. Elle le trouve prêt à tous les sacrifices.

x x

Il est malaisé, on le conçoit, d'enfermer, en quelques pages, l'historique, même sommaire, des efforts accomplis pendant quatre ans et demi de guerre par un corps qui a combattu et surmonté d'incessantes difficultés pour produire beaucoup avec des moyens limités.

Aussi bien ne s'agit-il, en ce bref récit, que de rendre juste hommage au noble esprit de ses artisans, d'un courage, d'une ténacité forçant l'admiration et dont l'initiative, l'inlassable dévouement, autant que la parfaite correction, ont valu, en toutes circonstances, au régiment, sous le feu, au combat, dans les plus durs labeurs, de très flatteurs éloges.

Ainsi le 36e territorial a, dans l'épreuve de la campagne, confirmé les espoirs de l'avant-guerre : c'est une leçon pour l'avenir.

En quatre mots symboliques, à son drapeau : « Marne, Argonne, Champagne, Verdun », il a inscrit une page glorieuse dans les fastes de l'Histoire.

Ce legs d'honneur, l'Association amicale « Solférino » des anciens du 76e, du 276e et du 36e territorial, gardienne vigilante des saines traditions de ces beaux régiments, saura les transmettre aux générations futures dépositaires du patrimoine de la France éternelle.

Ancestramil

Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

HISTORIQUE

du

36e Régiment d'Infanterie

Territoriale

———

I.

AVANT LA MARNE (2 AOÛT – 4 SEPTEMBRE 1914).

§ 1er. — Mobilisation. — Concentration.

Le 1er août, à 16 h. 30, est publié, en France, l'ordre de mobilisation. Attendu, il est accueilli avec sérénité. Silence recueilli. Chacun s'empresse au grand devoir.
Les officiers du 36e territorial sont convoqués le 2 août, à Coulommiers, et la troupe, à partir du 3. Le 2, dans la soirée, l'encadrement du régiment terminé, le lieutenant-colonel communique les ordres et donne ses instructions. Doivent s'embarquer : l'état-major, les 1er et 2e bataillons attachés à la gare régulatrice de Châlons, dans la nuit du 4 au 5 ; le 3e bataillon, troupe de place, à Verdun, le 6, à 17 heures.
Les 3 et 4 août, arrivent les territoriaux : attitude irréprochable, bon moral, calme parfait. Les opérations prévues s'effectuent rapidement, avec ordre, sans agitation.
Le 5, arrivée à Châlons. Le 1er bataillon ne débarque pas ; il continue jusqu'à Clermont-en- Argonne.
Ce même jour, les deux compagnies spéciales — de station – magasin — se rendent, par voie de terre, à Meaux.

§ 2. — A CHALONS.

a) Mission. — La décision du 6 août précise la mission : « Les deux premiers bataillons sont présentement destinés, en attendant le contact avec l'ennemi, au service très important d'une gare régulatrice, les appelant à remplir les rôles multiples de place, de gare, de garde de voies, d'escorte d'étrangers et de prisonniers, convois de ravitaillement, de blessés, etc..., et nécessitant une préparation spéciale, en dehors de la préparation générale à la guerre. »

b) A l'œuvre. — Dès le 5 août le régiment assure, à Châlons, la garde de la gare (une compagnie), les services de patrouilles, rondes, police de la circulation, garde des issues, plantons, piquets, etc.. Immédiatement commence l'entraînement en vue de l'utilisation du 36e, comme troupe combattante. Le 1er bataillon assure, à Clermont-en-Argonne, la sécurité de l'état-major de la IIIe armée, y aménage un terrain d'atterrissage, puis rejoint

le régiment le 8 août.
A partir du 18 août le 36e fournit quotidiennement de sept à onze détachements d'escorte, de convois de ravitaillement, de blessés et de prisonniers, exigeant, en moyenne, 5 officiers et 500 sous-officiers, caporaux et soldats, sans compter les séjours plus ou moins prolongés de compagnies entières à Sainte-Menehould, Sedan, Mourmelon, au Q. G. de la IVe armée, etc.[1]. En outre, de nombreuses corvées sont faites dans la place (dépôts d'éclopés, garde et déchargement de bateaux, de wagons, de troupeaux, etc.).
Les services sont si multipliés, si intensifs, qu'à maintes reprises les gardes ne peuvent être relevées. En route, jour et nuit, sans sommeil, assujettis à des travaux pénibles, secourant les malades, soignant les blessés, faisant parfois le coup de feu[2], les militaires du 36e font preuve, en ces circonstances, de courage méritoire, d'esprit militaire parfait.
Le 2 septembre, le général **JACQUILLAT**, commandant d'armes, et les services quittent Châlons. Le commandement de la place est remis au lieutenant-colonel du 36e.
Ce jour-là partent dix détachements convoyeurs. Plusieurs ne rentreront qu'après de longs détours ou stationnements. L'un d'eux, celui du capitaine **CART**, avec un peloton de la 5e compagnie, rejoint seulement le 25 septembre.

a) *Unité militaire et morale du régiment*. — Pendant cette période n'est pas perdu de vue le parachèvement de l'œuvre de paix par l'éducation de guerre, la création de l'unité morale du régiment, la préparation de ses cadres, l'instruction des spécialités : brancardiers, téléphonistes, projecteurs, signalisation, pionniers et sapeurs, etc.

Ces efforts ne restent pas vains. Bientôt, sous forme d'éloges, en vient la récompense, qui alimente les énergies, stimule l'amour-propre, développe l'initiative, encourage les ardeurs.

§ 3. — DÉFENSE ET ÉVACUATION DE CHÂLONS.

Le 3, vers 4 heures, le capitaine de garde rend compte du passage, à Châlons des troupes de la IVe armée et signale l'approche de l'ennemi. Presque en même temps, le lieutenant-colonel reçoit mission de faire sauter le pont de Saint-Martin-sur-le-Pré, après le passage du dernier convoi.
Immédiatement, sont prises, avec le 36e et un bataillon du 137e territorial, les dispositions pour protéger les approches de la place, faciliter l'écoulement des colonnes, recueillir les G. V. C., les traînards et miner le pont de Saint-Martin.
Tout est prêt pour la défense, la ville traversée par la majeure partie de l'armée, protégée, en arrière, par sa cavalerie, quand le lieutenant-colonel reçoit l'ordre de replier ses troupes et de diriger le 36e, par voie de terre, sur Vitry-la-Ville. Le départ s'effectue à 17 h.30. A ce moment, un avion ennemi survole Châlons et le bombarde. Le 4 septembre, à 1 h.40, la compagnie de garde, avec le concours d'un détachement du génie, fait sauter le pont de Saint-Martin-sur-le-Pré et s'embarque, à son tour, par le dernier train, à 3 heures.
Châlons est évacué ; les Allemands y arrivent peu après.
Au petit jour, commencent, à proximité, les combats d'arrière-garde.
En hâte, le 36e territorial est dirigé sur Mesnil-Lettre (2e bataillon) et Aulnay (état-major et 1er bataillon).

---

1 2e compagnie détachée au Q. G. de la IVe armée (août – septembre).

2 Le 3 septembre, au retour de Mourmelon, la 3e compagnie fait le coup de feu contre des détachements avancés de l'ennemi.

Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

II

Sur le champ de bataille (septembre 1914 – février 1916).

———

CHAPITRE PREMIER.

La Marne.

———

§ 1er. — TRAVAUX DE SECONDE ET DE PREMIÈRE LIGNE.

Alors paraît l'ordre du généralissime pour la reprise de l'offensive.
Déjà le canon tonne. Les avions ennemis sillonnent l'espace et surveillent étroitement les mouvements de nos troupes, remontant vers le nord, à la bataille.
En vue d'événements qui, heureusement, ne se produiront pas, les bataillons du 36e organisent, du 6 au 8 septembre, avec les compagnies du génie des 12e et 17e C A., des positions de repli et points d'appui pour la défense éventuelle des passages de l'Aube.
Le 9, ils sont à Bussy-au-Bois (état-major et 1er bataillon), et Somsois (2e bataillon), avec mission d'assainissement du champ de bataille, le jour, et de travaux sur la première ligne, la nuit[1].
A la chute du jour, les compagnies sont conduites sur la ligne de combat (Montmoret, Châtel- Raould, château de Beaucamp, et à l'ouest) où, sous la protection des avant-postes de combat, elles exécutent des travaux de renforcement et de protection.
Le chef de corps les encourage par sa présence et fait distribuer, pour le baptême du feu, la première ration d'eau-de-vie. La journée a été particulièrement fatigante et, le repas, très maigre. Malgré cela, sous une fusillade intense, en un contact étroit avec l'ennemi, l'attitude des territoriaux est superbe. Conscients de leur devoir, iles travaillent avec ardeur pour abriter les combattants, renforcer leurs positions et leur permettre de prendre un repos bien gagné. Les batteries en position, notamment, apprécient fort le concours des territoriaux, qui tiennent à honneur de réaliser l'espoir fondé sur leur emploi par le commandement.
Le 10 septembre, la bataille bat son plein. Sur une immense étendue, le ciel est embrasé par des incendies qu'allument les Allemands furieux de leur impuissance. Le canon tonne avec rage. Les obus sillonnent l'espace. La mitraille sème la mort jusque dans nos cantonnements.
Le jour, le 36e exécute l'assainissement prévu. La nuit venue, il reprend ses travaux de la veille sur la ligne de combat.
Cependant , l'ennemi faiblit. Ses tirs éperdus annoncent la fin prochaine de sa résistance.

1 « La répartition des tâches sera, en principe, la suivante :
» Aux troupes actives et réserves, le combat ;
» Aux troupes territoriales, les travaux.
» Quelque effort qui puisse leur être demandé, les troupes territoriales se rendront compte que l'honneur de chacun est de coopérer au but commun, en s'acquittant avec soin de la mission qui lui est confiée, et elles se feront un devoir de se distinguer par leur bonne tenue, leur discipline, leur endurance et leur entrain. » (Général ROQUES, commandant le 12e C. A.

Le 11, il lâche pied, en retraite, poursuivi.

C'est la victoire française.

§ 2. — COMMANDEMENT D'ÉTAPES DE CHAMP DE BATAILLE.

L'ordre du général commandant le 12e C. A. remet au lieutenant-colonel du 36e le commandement provisoire du champ de bataille (n°30/b, du 11 septembre). Le régiment part de Bussy-au-Bois à 14 h.45, pour Châtel-Raould, où sont commencées les reconnaissances et opérations d'assainissement, après recommandations verbales sur leur pratique.

La route, barrée, est parsemée de débris de toutes sortes. Aux abords, de nombreux cadavres jonchent le sol. Les dépouilles d'animaux ne se comptent pas. Partout, des chevaux errants. Les villages de Châtel-Raould, Courdemanges, Huiron, Glannes, détruits et fumants. C'est la désolation.

Quel dur et douloureux labeur en perspective !

« Les troupes de l'avant, dit la décision, en une course extraordinaire, marchent, peinent, combattent, se font tuer. A nous, pour l'instant, revient la tâche ingrate, mais nécessaire, d'organiser les champs de bataille abandonnés. Il faut nous y consacrer, faire vite et bien, en nous disant que personne d'autre ne fera cette besogne. »

L'ordre particulier n° 3 (12 septembre), du général D. E. S., précise et complète celui du 12e C. A. Il porte ouverture de commandements d'étapes de champs de bataille, investit le lieutenant-colonel du 36e d'un de ces commandements (n° 1), dans le secteur Sommesous – Saint-Quentin-les-Marais, avec mission générale d'assurer : l'inhumation des morts, l'assainissement et la police des champs de bataille, les évacuations de blessés, de prisonniers et de matériel, l'alimentation des troupes et le ravitaillement des formations sanitaires stationnées dans la zone du commandement d'étapes.

Sont adjoints au régiment : 1.030 hommes du 92e territorial, des réservistes du 78e d'infanterie, des détachements du 63e et du 95e territorial.

Le 25 septembre est constituée, pour besoins éventuels, une unité, dite *compagnie auxiliaire du génie*, avec 200 spécialistes du groupe, commandés par deux officiers, professionnellement qualifiés.

Non seulement, le 36e garde tous les passages de rivières et canaux entre Vitry-le-François et Châlons, comme tous autres points du territoire, pour faire observer les consignes relatives à la circulation, aux émigrés, étrangers, vagabonds, etc..., mais encore, il est chargé de les rétablir et même d'en construire de toutes pièces, avec ses propres éléments.

C'est ainsi que la 8e compagnie (capitaine **SERGENT**) exécute, en trente-six heures, des travaux de consolidation et d'accès au pont de Vésigneul, pour l'artillerie de campagne, avec construction de passerelle, dans le voisinage.

Travaux de même nature aux ponts de : Pogny, 4e compagnie, capitaine **DUSOLLE**, et compagnie auxiliaire du génie ; Saint-Germain-la-Ville, 1re, 6e et 7e compagnies, sous la direction du capitaine **RICHTER** ; **CHEPPES**, compagnie auxiliaire du génie.

Avec l'aménagement d'une infirmerie, de dépôts d'éclopés, à Vitry-le-François, ce sont les premiers essais du régiment, en œuvres d'art.

Les opérations sont poursuivies de la sorte jusqu'au 5 octobre. Il faudrait reprendre les décisions et rapports du 36e, pour se rendre compte de l'effort accompli et des difficultés surmontées sur ce front de 35 kilomètres, où il a fallu, à tout moment, créer, organiser, produire avec presque rien.

Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

§ 3. — GROUPE DE POLICE MOBILE.

L'ordre D. E. S. n° 10, du 5 octobre, institué, par application de l'instruction du 18 septembre 1914 (G. Q. G., n° 4166), dans chaque commandement d'étapes, des détachements mobiles de police (un bataillon et deux gendarmes), ayant pour mission d'assurer la police dans la zone attribuée, et, en particulier, d'arrêter tous les isolés en situation irrégulière, de rassembler le matériel de toute nature abandonné.
Chaque détachement doit remonter vers le nord jusqu'au contact des troupes combattantes et se fractionner en petites colonnes mobiles, fouillant le terrain, particulièrement en dehors des routes principales.

x x

Le commandement d'étapes des champs de bataille est dissous le 10 octobre.
Avec les mêmes troupes (moins les 63e et 93e territorial), le groupe du lieutenant-colonel doit s'établir sur la rive gauche de la Marne, de Mairy-sur-Marne à Aulnay-sur-Marne inclus, et constituer ensuite, chaque jour, des détachements mobiles, opérant dans des zones fixées par le commandement.
Les mouvements sont effectuées le 11 octobre : l'état-major du groupe et la C. H. R. du 36e vont à
Villers-aux-Corneilles, près de Châlons-sur-Marne, où siégera dorénavant la D. E. S.

CHAPITRE II.

APRÈS LA MARNE.

Fin 1914 et commencement 1915 marquent, après l'effort gigantesque de la Marne, une période de stabilisation, de préparation et, si l'on peut dire, de recueillement, avec, pourtant, quelques secousses sanglantes, en Argonne, en Champagne.

§ 1er. — COMMANDEMENT.

Pendant cette période, alors que, successivement, en Argonne ou en Champagne, ses bataillons concourent aux travaux de première ligne, à l'occupation ou à la défense des positions, le 36e maintient et développe, dans son sein, l'esprit guerrier et prépare chacun au rôle de combattant. Il continue ses opérations de police mobile et de récupération, avec deux escadrons de cavalerie de réserve ; il exécute pour l'armée des travaux de toute nature, repère ou restaure les tombes de la Marne, et prépare, en l'améliorant, l'action éventuelle d'assainissement pour un nouveau champ de bataille. Il ne perd pas une minute.

a) *Préparation à la guerre*. — Battre l'ennemi doit être l'unique préoccupation. On ne l'ignore pas au 36e. Voici, au surplus, le plan de travail du régiment, par période de quatre jours, suivi jusqu'à ce que tous les futurs combattants (A. T.) aient été remplacés par des R. A. T. : sauf, selon l'urgence des autres travaux, suspension de l'instruction de guerre pendant un, deux ou trois jours, le quatrième jour restant toujours consacré aux instructions et travaux intérieurs, avec après-midi de détente.

Par période de quatre jours[1] :

1er jour : reconnaissance de police et récupération ;
2e jour : instruction de guerre ;
3e jour : reconnaissance de police et récupération ;
4e jour : instructions diverses ; travaux intérieurs ; détente (une après-midi comprenant une conférence ou récréation).

En dehors de la mission générale de police, d'assainissement, de récupération, de prise de contact avec les troupes de l'avant et les municipalités, les reconnaissances des *détachements de police mobile* poursuivent encore le but d'entraînement et de préparation à la guerre.
Pratiquées par compagnies ou bataillons, avec ou sans cavalerie, en des secteurs variés, elles sont, en principe, de toute la journée, avec repas de midi pris sur le terrain.

x x

L'instruction pour le combat, faite d'abord par compagnie, est poursuivie en opposant les compagnies les unes aux autres ; puis, par bataillon, qu'on oppose finalement l'un à l'autre. Des détachements de cavalerie participent généralement aux manœuvres à double action. En outre, une ou deux fois par semaine, les escadrons font leurs évolutions particulières.
Les recherches, identifications, successions, inhumations, incinérations, récupérations, arrestations, etc..., opérées après la bataille de la Marne, avaient fait ressortir de nombreuses imperfections résultant d'insuffisance de préparation ou de moyens. Des instructions sont faites pour y remédier dans l'avenir, en même temps qu'est constitué un matériel pour permettre d'opérer méthodiquement.

L'instruction de tir est spécialement soignée. Le tir commence le 22 octobre, au stand civil, puis au champ de tir de la garnison de Châlons. Cédés aux troupes de la IVe armée, ces terrains sont remplacés par un stand improvisé dans une carrière, près de Matougues, et par le champ de tir de Vouzy.
Des concours sont établis, des prix donnés, l'émulation développée.

b) *Formation des cadres*. — L'envoi répété de classes territoriales dans les unités combattantes fait de la *préparation de nouveaux cadres* une impérieuse nécessité. Les hommes de caractère, à l'esprit élevé, possédant une bonne instruction générale et l'habitude du commandement civil, ne manquent pas. Il faut en faire des officiers prêts aux actions de guerre et de bons gradés. En outre, pour ne négliger rien, l'instruction équestre des officiers est réalisée, grâce aux deux escadrons de cavalerie de groupe : enseignement utile et récréatif fort goûté.

c) *Unité morale*. — Enfin, sont poursuivies l'éducation militaire et la réalisation de l'unité morale. Des réunions de compagnies, présidées par le capitaine et auxquelles doivent assister inopinément les chefs de bataillon, sont l'occasion d'entretiens par des officiers ou hommes de troupe qualifiés.

1 Suivant tableau d'alternance entre les unités de manière qu'il n'y ait jamais interruption complète de travail.

§ 2. — ORGANISATION.

a) *36e*. — La période 1914 – 1915 a vu le départ des plus jeunes territoriaux dans les rangs de l'armée active ou de la réserve.
1.529 sous-officiers, caporaux et soldats, des classes 1899 à 1896, sont dirigés sur les dépôts, avec quelques officiers, pour passer aux 76e, 276e ou dans les corps de la 16e région. Ils sont remplacés, au 36e, par des R. A. T.

b) *Constitution de nouveaux bataillons*. — 1° 4e bataillon du 36e. — Par ordre général n° 1016/5 du 12 novembre 1914, les détachements provenant des dépôts du 92e territorial (Tulle), des 78e, 278e d'infanterie et 91e territorial (Guéret), placés depuis septembre sous les ordres du lieutenant-colonel, sont réunis en un bataillon provisoire de marche, à quatre compagnies. Les unités nouvellement constituées prennent d'abord les numéros : 4e bataillon : 16e, 17e, 18e et 19e compagnies.

Le 36e territorial fournit la majeure partie du cadre constitutif en officiers, ainsi que quelques sous- officiers et spécialistes.
Le 15 novembre, le bataillon de marche est complètement formé.
Le 1er avril 1915, le général D. E. S. consacre définitivement la constitution du 4e bataillon du 36e territorial.

2e Bataillon mixte du 94e territorial. — Par ordre général n°221 du 1er avril, un bataillon, créé avec des éléments territoriaux de la 12e région (89e, 90e, 91e, 94e et 95e), dit *bataillon mixte du 94e territorial*, est rattaché au groupe du 36e. Le lieutenant-colonel est chargé de l'organisation, de la mise au point et de l'instruction de ce bataillon.
Le capitaine **RUCHETON** (2e compagnie du 36e) est désigné pour le commander. Le 36e territorial fournit une partie du cadre constitutif en officiers, ainsi que quelques sous-officiers et spécialistes.
Le 6 avril, le bataillon mixte est complètement formé.

3° Autres corps. — Pour ses travaux d'importance sans cesse grandissante, le groupe de police mobile, a, par moments, son effectif considérablement accru. C'est ainsi que, dans la deuxième quinzaine d'août, il compte : seize bataillons et une compagnie d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et deux escadrons d'artillerie territoriale.
Les éléments temporaires du groupe sont tous intimement liés à ceux du 36e, qui en dirigent ou conduisent les travaux.

Ancestramil

CHAPITRE III.

LES BATAILLONS AU FRONT.

Accompagnons nos bataillons sur les fronts d'Argonne, de Champagne, à Verdun. Nous les trouvons la pelle et la pioche à la main et, toujours à portée, le fusil, dont, à l'occasion, ils se servent pour défendre leurs travaux, voire pour se porter à l'attaque et arrêter les entreprises de l'ennemi. Il arrive que leur vaillance coûte cher. Mais, pénétrés du sentiment du devoir, ils savent qu'anciens ils doivent l'exemple et plutôt se faire tuer sur place que lâcher pied.
Leur chef a la grande satisfaction de recueillir partout, de la bouche même des généraux

et officiers supérieurs qui les emploient, les appréciations les plus élogieuses. Recherchés pour leur esprit et leur ardeur, ils sont, par tous, complimentés.

§ 1er. — 1er BATAILLON : ARGONNE.

Par ordre (IVe armée) du 19 novembre 1914, le régiment doit concourir à la défense du front d'Argonne.
Deux compagnies (2e et 4e) du 1er bataillon y sont transportées le 20 novembre ; suivies, le 24, par les deux autres (1re et 3e). Les 1re et 4e compagnies (ferme de Naviaux) sont à la disposition de la 1re brigade coloniale (colonel **GUÉRIN**) ; les 2e (Vienne-le-Château) et 3e (La Harazée) à la disposition de la 3e division d'infanterie (général **CORDONNIER**). Elles sont employées à l'établissement de tranchées de première ligne.
Ces travaux sont exécutés sans relâche, par moitié d'effectif, de jour et de nuit, dans des conditions très périlleuses, sous un feu presque incessant d'artillerie, d'infanterie et de mitrailleuses.
Vienne-le-Château et La Harazée sont copieusement bombardées[1], et les compagnies lamentablement bivouaquées, comme en peut juger le chef de corps dans son inspection du 29. Le lieutenant-colonel emporte de sa visite la meilleure impression : officiers et hommes sont calmes, résolus, pleins de courage. Ces inspections inopinées seront, à raison d'une ou deux par semaine, renouvelées pendant toute l'occupation, particulièrement à l'annonce ou à la nouvelle de quelque événement grave.
Les travaux sont, en raison de leur extrême urgence, poursuivis sans arrêt, dans le bois de la Gruerie, sur une ligne partant de l'est de Bagatelle pour, en contournant à 1 kilomètre au nord La Fontaine-aux-Charmes, atteindre la route de Binarville vers la cote 170 (2e compagnie). Les 1re et 4e compagnies travaillent, particulièrement de nuit, au nord de Saint-Thomas, vers la cote 173.
Les évacuations pour blessures par balles ou éclats d'obus sont fréquentes : 2e compagnie, une ; 3e compagnie, quatre ; 4e compagnie, cinq.
Ce travail ininterrompu est épuisant. Aussi décide-t-on que les bataillons seront, en principe, relevés par quinzaine. En fait, les séjours sont plus prolongés.
Le 15 décembre, le 2e bataillon remplace le 1er : 5e et 8e, ferme de Naviaux ; 7e, Vienne-le- Château ; 6e, bivouac de la Gruerie (La Harazée, intenable, a été évacué).

§ 2. — 2e BATAILLON : ARGONNE ET CHAMPAGNE.

1° *Argonne*. — Les travaux deviennent de plus en plus pénibles et périlleux, surtout dans les secteurs des 6e et 7e compagnies (bois de la Gruerie, du Four-de-Paris, au nord de La Fontaine-aux-Charmes, en passant par Bagatelle), en présence d'un ennemi entreprenant, à 50 – 80 mètres, qui ne laisse aucun répit.
Au nord de Saint-Thomas, une section de la 8e compagnie, relevée tous les trois jours, occupe les abris de la cote 163.
La conduite de la 7e compagnie sous le feu lui vaut une belle citation à l'ordre n° 18 de la 3e division, du 24 février 1915 :

A fait preuve de courage et d'endurance en organisant, de jour et de nuit, une position en arrière et très près de la première ligne, violemment attaquée par l'ennemi et sous les balles.

1 Un obus avait traversé l'abri du bureau de la 3e compagnie, à La Harazée, et brisé une bicyclette qui s'y trouvait.

Le 2e bataillon a, comme le 1er, ses victimes : 6e compagnie, huit blessés ; 7e compagnie, deux tués, dont l'adjudant-chef **VALTON**, et trois blessés ; 8e compagnie, un blessé.
Le 31 décembre, on est dans l'attente d'une attaque allemande.
Ce jour-là, débarque (6 heures), à La Neuville-au-Pont, le 4e bataillon, dont les compagnies gagnent : les 16e et 17e, Naviaux ; la 18e, le bivouac du bois de la Gruerie ; la 19e, Vienne-le-Château, pour, sans désemparer, relever à leurs emplacements les unités du 2e bataillon, le travail se poursuivant sans interruption. Le 2e bataillon rentre à Thibie.

2° Champagne. — a) Courtemont. — C'est là que, le 20 avril, l'atteint l'ordre de s'embarquer pour Valmy et, par voie de terre, gagner Courtemont, à la disposition du corps colonial (3e division, général **GOURAUD**). Les travaux de défense, d'assainissement, etc..., sont exécutés, généralement de nuit, vers Montremoy, Ville-sur-Tourbe, bois d'Hauzy.
Les bombardements sont journaliers ; les actions et coups de main très fréquents. C'est ainsi qu'est transpercé, par un obus de gros calibre, le cantonnement-popote des officiers du bataillon, sans heureusement faire de victimes. Au cours d'une violente attaque ennemie, le 15 mai, trois soldats des 7e et 8e compagnies sont blessés par balles.

b) Camps sud de Perthes-les-Hurlus. — En exécution d'ordres des 26 et 28 mai, le 2e bataillon bivouaque : les 7e et 8e compagnies, au camp 3/5 (sud de la route de Suippes à Perthes-les- Hurlus), à la disposition de la 60e D. I. ; les 5e et 6e compagnies, au camp de Cabanes et Puits (4 kilomètres est du camp 3/5), à la disposition du génie du 6e C. A.

Les 7e et 8e compagnies travaillent à la réfection de tranchées et boyaux, en lisière des bois au nord de la chaussée Romaine ; les 5e et 6e exécutent, de nuit, des tranchées de section, avec boyaux et abris, sur le versant sud-ouest de la cote 203, au nord de Cabanes et Puits.
Là aussi les bombardements sont quotidiens. Pendant l'un d'eux, un soldat de la 7e compagnie est blessé par éclat d'obus.
Le 25 juillet, le bataillon est envoyé à Saint-Mard-sur-Aube pour construction de la voie ferrée Dommartin-La-Planchette à Saint-Rémy-les-Bussy, emportant, de la 60e D. I., satisfaction et regrets, comme le constate le chef de corps auprès des généraux **RÉVEILHAC** et **BOUCHEZ**.

c) Camp Joffre. — Les compagnies sont mises immédiatement en chantier entre Gizaucourt et Auve. Les travaux, très urgents, sont poussés avec une extrême activité. Le 2e bataillon, comme partout, apporte son concours le plus dévoué. Ses cadres secondent le 5e régiment du génie avec un empressement, un zèle, que le directeur des travaux (commandant **RIVIÈRE**) loue très hautement. A partir du 3 septembre les unités bivouaquent au camp Joffre.

A l'achèvement, le 20 septembre, le 2e bataillon rejoint le régiment à Velye.
Le général **JOFFRE**, très satisfait de la manière dont le travail de construction de la nouvelle ligne a été dirigé, conduit, exécuté, en moins de temps qu'il n'en avait été prévu, le témoigne en un ordre très élogieux, dont le 36e a sa part.

§ 3. — 3e BATAILLON : VERDUN.

a) *Détaché*. — Le 3e bataillon arrive à Verdun le 7 août 1915. Il doit participer aux travaux et à la défense du camp retranché : 11e et 12e compagnies, dans le 2e sous-secteur (Douaumont – Hardaumont – Vaux) ; 9e et 10e compagnies, dans le 3e sous-secteur (Tavannes).

Plusieurs alertes en août : l'ennemi approche ; mais, reçu par notre 120 long, il ne fait aucune tentative sérieuse sur la place, qu'il enserre au nord et au nord-est.
Le 28 août, les 11e et 12e compagnies, à Fleury, font partie de la réserve du secteur. Le 8 octobre, premier bombardement du fort de Douaumont.
Le 13 octobre, une reconnaissance de la 9e compagnie (adjudant-chef **GARNIER**) a détruit une patrouille de trois Allemands venant de Foameix.
Le 31 octobre, une reconnaissance des 11e et 12e compagnies a, vers le bois Baty, un caporal et un soldat tués, et un soldat blessé, sans pouvoir pénétrer dans le bois. Le lendemain, une autre reconnaissance vers le même point subit le même sort : un caporal et deux soldats tués, un soldat blessé.
A partir du 3 novembre, le bataillon est aux avant-postes, entre les ruisseaux de la Plume et de Tavannes, sur le front moulin de Dieppe, bois de Nokra, Haraigne, Droville.
Le 5 novembre, un soldat est blessé à Dieppe.
Le 9 novembre, un *groupement autonome* de douze patrouilleurs volontaires est constitué, sous le commandement du sergent **MICHAUD** (10e compagnie). Ce sous-officier, tué pendant une reconnaissance, vers Morgemoulin (nuit du 25 au 26 décembre), est remplacé par le sergent **DAVID**, bénédictin mobilisé.

b) *Au 2e régiment de marche*. — A compter du 30 décembre 1914, le 3e bataillon est rattaché au 44e territorial.

Le 10 février 1915, la patrouille du 36e, partie en reconnaissance du bois Macé, rencontre deux patrouilles ennemies, les met en fuite et blesse un de ses patrouilleurs, qu'elle ramène. Malheureusement, elle a un soldat tué et un blessé.
Le 18 février, bombardement du fort de Vaux, avec des projectiles de 420. Le capitaine **BARBIER** (10e), qui le commande, est cité à l'ordre de la 212e brigade, « pour être resté bravement à son P. C., malgré le danger évident, donnant à tous l'exemple du courage et de l'accomplissement du devoir ». En février et mars, la patrouille de volontaires continue de se signaler. Le 9 mars, elle opère sous bois en direction de Morgemoulin. Le sergent **GRESCENT** (10e compagnie) dirige un groupe, ayant à sa droite **BAILLY** (9e), et, à sa gauche, **ATTRAIT** (11e). Tout à coup, **ATTRAIT** aperçoit deux Allemands couchés, espacés. Il fait signe. Tous trois mettent baïonnette au canon et, d'un bond, s'élancent, en poussant des cris arabes et autres : « Allah ! chouia ! barka ! »Les deux Allemands, effrayés (un lieutenant et un gefreite), se rendent sans résistance. Nos trois patrouilleurs sont cités à l'ordre du C. A. : leur présence d'esprit, leur bravoure valaient bien cela !
Le 18 avril, pendant un bombardement de Fromézey, un soldat de la 10e compagnie est blessé par éclat d'obus.
Les 24 avril et 8 mai, au cours de violents bombardements de 105, le bataillon a, à la ferme de La Haraigne, trois soldats tués et quatre blessés.

c) *Au 1er régiment de marche*. — Le 19 septembre 1915, le bataillon est rattaché au 1er

régiment de marche (107e brigade), dans le secteur Le Chaume – Bezonvaux-village.

Le 4 octobre, le bataillon est déplacé pour concourir à la défense éventuelle du bois de l'Herbebois.

d) *A la 212e brigade*. — Le 11 décembre, il passe à la 212e brigade (colonel **BERTRAND**) et occupe : état-major, 9e, 10e compagnies, Fleury ; 11e et 12e compagnies, Vaux ; mitrailleuses et pionniers, Bezonvaux.

Fin janvier 1916, le commandement pressent une attaque prochaine. Les corps, secrètement informés, sont fréquemment alertés. Le 18 février, les 9e et 10e compagnies sont aux baraquements de Souville, en réserve de secteur (14e division). Les 11e et 12e, à Vaux, deviennent réserve de la 27e brigade.
Le 21, l'action de l'artillerie ennemie s'intensifie. Partie de Vaux doit être évacuée ; les 9e et 10e sont envoyées au fort de Tavannes, avec l'état-major du bataillon. La 11e compagnie est adjointe, à Bezonvaux, au 44e actif, et la 12e compagnie au 45e R. I. T., dans les tranchées de Chéna, où est blessé l'adjudant **BOUVIER**. Les 23 et 24, l'ennemi redouble son bombardement : un soldat tué et un blessé (11e compagnie) dans l'ouvrage de Bezonvaux ; quatre hommes (12e compagnie) sont tués en traversant le bois du Petit-Chéna.
Le 25, temps froid et pluvieux ; la neige tombe, la terre en est couverte. Le sol est très glissant. Ces circonstances vont nous favoriser. Les points d'appui de première ligne peuvent être évacués sans éveiller l'attention de l'ennemi.
Le bataillon reçoit l'ordre de se rassembler à la caserne Marceau. Les 9e, 10e et 12e peuvent s'y rendre sans autre dommage que l'abandon d'une cuisine roulante (12e) dans le Grand-Chéna, faute de chevaux.
En raison du bombardement, qui lui abat deux chevaux, la 11e compagnie est forcée d'abandonner partie de son matériel et de ses vivres (elle a deux blessés et sept disparus faits prisonniers).
Le peloton de mitrailleurs (cote 242) a deux chevaux tués, sa voiture éventrée. Il doit abandonner son caisson et partie de son matériel. Le sergent **ROBIN**, pionnier, très grièvement blessé à Bezonvaux, ne peut être transporté.
Vers 10 heures, le bataillon est réuni à Marceau. De là, il se rend à la caserne Chevert, puis, le 26, aux carrières (cote 149, 1 kilomètre sud-ouest du fort de Vaux), sous bois, où un sergent et deux soldats sont blessés.
Le 27, le bombardement atteint une violence inouïe. A 13 heures, en prévision d'une attaque, les 11e et 12e compagnies sont envoyées sur les deux croupes nord du ravin de Souville – Vaux, face au nord, où elles doivent tenir. Les 9e et 10e compagnies restent sur place (800 mètres sud-ouest de la cote 349) et subissent, comme les autres, le bombardement terrible qui dure presque toute la journée. Tous les hommes se comportent admirablement sous le feu. Malheureusement, le soir, les pertes sont élevées: 27 tués et 49 blessés, dont plusieurs meurent à l'hôpital des suites de leurs blessures.
Le 28, au petit jour, les 9e et 10e compagnies occupent la lisière sud-ouest du bois du Chapitre, entre les forts de Vaux et de Souville. A 12 h.30, le bombardement recommence, un peu moins intense pourtant, et dure, comme la veille, jusqu'à 17 heures : deux caporaux et trois soldats blessés. A 21 h.30, le bataillon est relevé.

e) *Dissolution*. — Après de dures étapes, il atteint, le 12 mars, la région de Dombasle-

en-Argonne, Rampont, Fleury-sur-Aire, pour y exécuter des travaux routiers jusqu'au 31 juillet.

Il est transporté, le 1er août, aux Islettes, où il concourt à un service d'avant-postes puis, le 26 août, à Rupt-en-Woëvre, où il est dissous.
Le 3e bataillon a noblement rempli son devoir envers la patrie et grandement honoré le drapeau du 36e.

§ 4. — 4e BATAILLON : ARGONNE.

Le 4e bataillon arrive en Argonne (31 décembre 1914), au moment où le Kronprinz, voulant faire tomber Verdun en le débordant à l'ouest, tente de forcer le défilé de la Chalade et prépare ses attaques par de violents coups de main dans le bois de la Gruerie.
Les tranchées de première ligne sont perdues et reprises, souvent à peine ébauchées. Leur reconstruction est un travail sans fin. Les 18e et 19e compagnies y sont employées. Le 3 janvier, elles exécutent des tranchées devant constituer une première ligne ; l'ennemi, dans une avance, s'étant emparé de la précédente. Pendant le jalonnement, commencé à 18 heures, attaque par une forte reconnaissance allemande ; le soldat **AUDOUX** (19e) est blessé. L'ennemi repoussé, le travail reprend sous une fusillade discontinue. Vers 4 heures, nouvelle attaque. Après une heure de combat, vigoureusement mené par le capitaine **RAYER** (18e), commandant le détachement, l'ennemi est refoulé. Les tranchées sont achevées de 5 heures à 8 h.30. Pendant la nuit, la 18e a eu un tué, trois blessés (dont un officier) et un disparu. La 19e, un tué et cinq blessés (dont trois sergents). Ces compagnies ont fait preuve d'une bravoure, d'une ténacité méritoires et confirmé la réputation déjà acquise par le 36e.
Le 7, le détachement du capitaine **CHAZAL** (16e et 17e compagnies) occupe Saint-Thomas et l'ouvrage de la cote 163, en remplacement de coloniaux qui appuient sur la Gruerie. Il exécute, en outre, des tranchées de deuxième ligne dans la vallée de Bionne.
Les 18e et 19e alternent en cantonnement dans les caves de Vienne-le-Château et au bivouac de la Gruerie. Le 23, ce dernier étant devenu inhabitable, les deux compagnies sont à Vienne-le-Château.
Le 29, une attaque ennemie est annoncée. Les 18e et 19e compagnies reçoivent, à 7 h.30, mission d'occuper, à Vienne-le-Château, leurs positions d'alerte. Mais un peloton de la 18e (adjudants **POUZERGUE** et **NEYRAT**) et quatre-vingts hommes de la 19e (sous-lieutenant **VIGNERON**) sont déjà partis (6 h.30) pour travailler à l'ouvrage Labordère. En passant près du P. C. de « Bel- Abri », ces fractions reçoivent du colonel du 155e R. I. l'ordre d'appuyer sa troupe, aux prises avec l'ennemi, sur la crête de l'ouvrage Labordère. Le 36e se déploie et prolonge une compagnie du 155e actif qui tire sur l'assaillant.
A cet instant le feu ennemi redouble. Il est efficacement contrebattu. Les fractions du 36e se portent en avant et dépassent la compagnie du 155e actif. Le sous-lieutenant **VIGNERON** est blessé, puis, peu après, l'adjudant **POUZERGUE**.
En arrière du 36e, arrive une compagnie de réserve. Son chef envoie à l'adjudant **NEYRAT** l'ordre de se replier et de le rejoindre. Le mouvement est exécuté par la majeure partie du détachement. Toutefois, la demi-section du sergent **GIBRIAT**, trop engagée, ne peut le suivre ; pendant cinq heures elle se maintient en position, arrêtant l'ennemi par son feu jusqu'au moment où, dépassée par la 9e compagnie du 2e colonial, elle peut se replier.
A 14 heures, sur l'ordre du P. C. de « Bel-Abri », le détachement rentre à Vienne-le-

Château.
La conduite exemplaire de cette troupe territoriale a été très remarquée. Le général **LECONTE**, commandant la 40e division, la signale ainsi au commandant du 32e C. A. :

La 19e compagnie du 36e territorial a pris une part effective à une contre-attaque où elle s'est très bien conduite, perdant 25 hommes sur 80, c'est-à-dire plus du quart de son effectif.

Malheureusement, en effet, l'action coûte cher au régiment : un sergent, un caporal, trois soldats tués ; un officier, un adjudant, un sergent, un caporal et dix-huit soldats blessés ; cinq disparus.
En février, les 18e et 19e, renforcées par un peloton des 16e et 17e, travaillent spécialement à la construction de tranchées et d'abris à la cote 188 (route de Binarville). Ce point est très battu et les pertes y sont fréquentes. Le 36e y a un certain nombre d'hommes tués ou blessés.
Le 6 mars 1915 prend fin la mission du 36e en Argonne (note n° 3477 du 4 mars). Le 4e bataillon est dirigé sur Châlons pour y assurer le service de la place.
La belle conduite au feu de la 18e compagnie lui a valu d'être citée à l'ordre n° 30 de la 3e division (général **CORDONNIER**) du 17 janvier :

S'est particulièrement fait remarquer par son endurance et son entrain à exécuter des travaux de jour et de nuit, sur la première ligne, sous le feu de l'ennemi, dans le bois de la Gruerie.

En outre, sont cités, à l'ordre de la 1re brigade coloniale, les sous-lieutenants **VIMAL-DUMONTEIL** (16e) et **LEFÈVRE** (17e).

CHAPITRE IV

AU TRAVAIL.

Que faisaient les bataillons hors du front ? Ils s'instruisaient et travaillaient. Nous les avons aperçus à l'instruction. Jetons un coup d'œil à leur travail.
Et, d'abord, on peut se demander comment un régiment d'infanterie territorial devint *industriel*. La question sera, par la suite, maintes fois agitée. Sur le moment (septembre – octobre 1914), elle ne se pose pas. On va au plus pressé. La guerre de tranchées fait naître des besoins... insoupçonnés. Pour les satisfaire, une fonction s'impose spontanément. Le 36e T., organe de circonstance, se trouve là pour la remplir. Il s'adapte, se perfectionne et, finalement, s'industrialise militairement.
A partir du 12 septembre, le commandant du groupe assiste, chaque jour, au rapport du général D. E. S. I.[1] . L'armée (IVe) signale un besoin. Le général D. E. S. exprime un désir. Le 36e établit projets, programmes, plans. L'impossible est fait pour une exécution rapide, au moindre prix, vérifiée, contrôlée.

1 Général SENTIS. Il en est ainsi jusqu'à ce que le régiment transporte son siège à Fère-Champenoise. Alors, les distances devenant trop grandes, le temps trop court, le téléphone supplée le rapport direct journalier.

Ancestramil

§ 1er. — PONTAGE.

L'ennemi a fait sauter presque tous les ponts en se retirant. Le 36e est chargé de rétablir les communications fluviales entre Châlons et Jalons-les-Vignes.

1° A Aulnay, pont de 64 mètres sur la Marne, exécuté, sur plans du capitaine **SERGENT**, par les 8e et 16e compagnies ; travaux commencés le 17 octobre 1914, durant quatre semaines.

2° A Matougues, exécuté dans les mêmes conditions, sur la Marne, dès que le gros ouvrage du premier est terminé.

3° A Vraux, sur le canal latéral à la Marne. Taillé, construit et monté sur épure du capitaine
SERGENT, à Aulnay, est démonté, transporté à Vraux et mis en place par la 16e compagnie.

§ 2. — HANGARS.

30 ouvriers d'art du régiment démontent (2 novembre), au camp de Châlons, des baraques-écuries en fer, et les remontent à Vitry-le-François (5 novembre – 30 décembre).
A Châlons-sur-Marne, allées Sainte-Croix, construction de hangars pour 60 voitures automobiles. Les travaux, dirigés par le capitaine **SERGENT** et exécutés par une équipe du 36e, durent un mois (décembre 1914).

§ 3. — ENGINS EXPLOSIFS (GRENADES).

La IVe armée demande des projectiles à main, pour répondre à ceux de l'ennemi.

1° *Mise en train*. — Après études et premiers essais, commencé, le 25 novembre 1914, la fabrication des « pétards », grenades de l'avenir, à Villers-aux-Corneilles.
Les premiers engins étaient à double tube en feuillard, ligaturés sur un manche de bois, au moyen de fil de fer recuit.

2° *Essais*. — a) Aux expériences [1], ce modèle est reconnu défectueux.
b)Le 26 décembre 1914, est mis en fabrication le modèle à « tube simple », ligaturé sur les trois quarts de sa longueur avec du fil de fer recuit et fretté sur manche en bois.
c)A la déflagration, les éclats sont trop peu nombreux ; par suite, l'engin manque d'efficacité.
d)Le 3 janvier, la fabrication porte sur des pétards à mitraille.

3° *Fabrication définitive*. — Ce dernier engin donnant de bons résultats, sa fabrication est définitivement adoptée, en trois modèles différents, avec des boites de conserves de formes diverses, enveloppant le tube explosif, sur lequel sont appliqués des rangs de mitraille liés.
La fabrication cesse le 11 septembre 1915 : 288.223 fabriqués.

1 Le lieutenant-colonel poursuit, de décembre 1914 à mars 1915, en une dizaine de séries, plus de cinquante expériences avec projectiles explosifs variés.

Ancestramil

4° *Méthode*. — La méthode de travail est, en cette besogne, ce qu'elle restera pour tous les travaux du groupe : aller, avec ordre et célérité, du simple au composé. On admire la dextérité des ouvriers ; chacun d'eux fait toujours la même chose, et, presque toujours une petite chose ; c'est la division ordonnée du travail, poussée à l'extrême. D'un côté entre la matière première, se transformant peu à peu en une série d'actes, qui voisinent et se succèdent pour, à la sortie donner des pétards, des claies, des lits, des croix, des cercueils, du charbon, des caillebotis, des baraques prêtes à monter, etc...
Ceci dit une fois pour toutes.

§ 4. — ATELIER DE SAINT-PIERRE-AUX-OIES.

Des lits pour *dépôts d'éclopés* sont demandés. Après recherches est proposé un lit de sangle, suffisamment confortable, démontable, de faible volume, replié et peu coûteux. Adopté, il est mis en fabrication, dans un atelier créé le 8 janvier à Saint-Pierre-aux-Oies, avec 26 menuisiers ou charpentiers et 7 puis 19 tapissiers. Après un début d'inévitables tâtonnements et de préparation, on atteint le 25 janvier, la fabrication normale de 100 lits par jour, alors que s'épuise la toile reçue. Le premier lot de 1.688 lits est terminé le 6 février et une partie du personnel (18 tapissiers) renvoyée dans les compagnies.
Le 3 février, une demande de tables pliantes, mise à l'étude, est exécutée. Puis, le 12, une demande de pliants et fauteuils pliants, fournit de l'occupation aux menuisiers et serruriers, arrivés le 11, ainsi qu'à un tapissier conservé.
Les commandes se succèdent ainsi. Selon l'importance des travaux, le nombre d'ouvriers varie de 16 à 49, avec une moyenne de 32.
Il a été parlé de l'économie d'achat et d'emploi de la matière première, de la méthode de travail. On vient de saisir sur le vif les procédés d'emploi économique du matériel humain. Il n'en sera plus question.

§ 5. — PÉRISCOPES.

La prolongation du séjour dans les tranchées, la proximité des lignes adverses et les accidents fréquents résultant de l'observation par-dessus le parapet ou même par les créneaux, démontrent la nécessité de périscopes. Mais l'industrie civile est paralysée. On demande au 36e d'en construire. Il se met à l'œuvre après études et recherches (25 janvier 1915). Deux modèles.
En tout, livré 772 appareils, d'un prix de revient insignifiant.

§ 6. — CLAYONNAGE.

Frappé de l'état lamentable des tranchées d'Argonne, de l'hygiène déplorable régnante et des accidents résultant de l'observation, le lieutenant-colonel fait édifier par la compagnie **VAN MINDEN** (décembre 1914), à Villers-aux-Corneilles, des tranchées types pour l'étude du problème d'assainissement et réduire le danger d'observation. Rapport au commandement. Le remède d'assainissement proposé est basé sur l'emploi de claies de fond de tranchée, de revêtement, de recouvrement, et l'invulnérabilité relative est obtenue, dans l'observation, par l'incertitude, pour l'ennemi, de l'emplacement exact de l'observateur.
Le 2 janvier, toute la 3e compagnie est mise à la fabrication. Fin septembre, elle avait fait 64.000 claies représentant une surface couverte de 100.000 mètres carrés.

Après études, adaptations, expérience, comparaison, est établie une instruction pour la coupe, la fabrication, le rendement, etc. Même marche suivie ultérieurement, pour l'établissement des instructions analogues relatives aux autres travaux, fabrications.

§ 7. — EXPLOITATION FORESTIÈRE.

En janvier, commande de 20.000 rondins (3 mètres) et 50.000 petits piquets, destinés au 1er C. A. (Wargemoulin) pour la réfection de routes et chemins devenus impraticables.
Le 36e doit se procurer le bois[1] (achat ou réquisition), en assurer la coupe, le transport, la livraison, faire les récolements et régler contradictoirement avec les propriétaires, établir et certifier les mémoires.
Recherches faites, renseignements recueillis, études vivement menées, le travail est mis en train le 30 janvier par cinq compagnies.
Le lieutenant-colonel s'adjoint pour recherches, rapports avec les autorités civiles, les propriétaires, règlements de compte, etc..., un officier très actif (sous-lieutenant **CRÉTÉ**), et quelques idoines (marchands de bois, bûcherons) pour le martelage, les récolements, etc...
Peu à peu, les commandes sont augmentées, diversifiées, selon les besoins : boiser les tranchées, construire des cagnas, des baraquements, entretenir les chemins, etc...

Gabions. — Il se faisait, dans les tranchées, une consommation effrayante de sacs à terre; ils viennent à manquer.
En mai, est demandée la fabrication de « gabions ». Impossible de songer à faire le gabion classique : les bois souples sont insuffisants dans la région.
Après recherches, essais, est proposé un gabion plus petit (50 x 50), tout en bois résineux. On a ainsi l'avantage d'utiliser les débris encombrants de l'exploitation forestière et de s'assurer, sans bourse délier, une fabrication illimitée de gabions. Des expériences de résistance démontrant leur invulnérabilité (contre les balles françaises ou allemandes) sont faites en présence du général commandant la IVe armée, au stand de Matougnes.
La fabrication ordonnée est commencée en grand par deux compagnies (3e/36e et 17e/94e).

Exploitation intensifiée. — En juin, trois bataillons territoriaux sont adjoints au 36e pour l'exploitation forestière (deux du 137e et un du 87e).
Bientôt la préparation de l'offensive de Champagne fait naître de grands et pressants besoins de produits forestiers.
En août parviennent des commandes considérables à satisfaire dans des délais très courts (de dix à vingt jours).
Quatre groupements sont constitués pour les satisfaire :

1er : anciens exploitants (36e, 87e, 137e R. I. T. et deux batteries territoriales d'artillerie (Villlers-aux-Corneilles à Fère-Champenoise) ;

2e : deux bataillons du 138e et un du 63e R. I.T. (Lettrée et Dommartin-Lettrée, Sommesous) ; 3e : trois bataillons du 30e R. I. T. (Le Meix-Tiercelin, Mailly, Saint-Loup, Linthelles) ; 4e : deux bataillons du 145e et un bataillon du 63e R. I. T. (Linthes, Saint-Loup, Linthelles).

1 Résineux, en principe, abondants en Champagne.

Les sept gares d'expédition[1] (Châlons, Bussy-Lettrée, Sompuis, Mailly, Sommesous, Fère- Champenoise, Linthes) ne peuvent suffire, malgré l'activité déployée et la surveillance exercée (175 wagons par jour). Le temps presse. Il faut recourir, pour le transport au front, à tous autres moyens : hippomobiles, automobiles.
Fin septembre, il ne reste, sur les vastes chantiers exploités dans un quadrilatère de 40 à 45 kilomètres (du nord au sud), de 45 à 50 kilomètres (de l'est à l'ouest), que des sous-produits, utilisés par la suite.

§ 8. — RÉSEAUX BONNEFON.

Le 25 juin, est commencée, à Villers-aux-Corneilles, la fabrication des panneaux Bonnefon, lesquels, groupés par six, forment des réseaux pliants de fils de fer. Transportés tout faits sur le front, ils sont mis en expérience, pour l'établissement des lignes de résistance.

§ 9. REPÉRAGE ET RESTAURATION DES TOMBES DU CHAMP DE BATAILLE DE LA MARNE.

Au printemps 1915, le groupe est chargé de repérer, restaurer les tombes, et, en même temps, de compléter l'identification des cadavres, dans la partie du champ de bataille de la Marne comprise entre, inclus, les cantons de Sermaize et Sézanne (front de 110 kilomètres environ).
Après les reconnaissances préliminaires, sont constituées et instruites sept équipes : cinq du 36e et deux du bataillon mixte (94e). Directives leur sont données. Puis elles sont dirigées sur : Équipe n° 1, Sézanne ; n° 2, Fère-Champenoise ; n° 2 bis, Lenharrée ; n° 3, Mailly ; n° 4, Arzilières ; n° 5, Matignicourt ; n° 6, Sermaize.
De fréquentes inspections régularisent et améliorent peu à peu l'exécution à laquelle les équipiers apportent un zèle, une ingéniosité, un pieux dévouement, qui forcent l'admiration, non seulement de
leurs chefs, mais des populations.
Le travail commence le 16 avril. Le 25 août, ordre est donné de cesser les identifications. Sont poursuivis : la recherche, le repérage et la restauration des tombes.

§ 10. — CIMETIÈRE DE CHALONS.

En mai 1915, tracé du nivellement du cimetière militaire de Châlons est demandé au 36e. Il est constaté que partie du terrain à niveler doit être réservée par application des règlements d'hygiène. Il paraît tout indiqué de l'agrémenter par des jardins. De là l'idée d'un monument. Souscription est ouverte pour son édification, entre les officiers présents à Châlons, sous les auspices du général **JACQUILLAT**, commandant la place. Le 36e prend charge de conception et d'exécution. Des spécialistes du régiment travaillent au monument et à l'aménagement général du cimetière : allées, tombes, jardins, squares, etc..., après entente avec M. le Maire de Châlons et approbation des projets, plans, maquettes, etc..., par les généraux **SENTIS** et **JACQUILLAT**.
Le 31 mai, dans une inspection à Villers-aux-Corneilles, M. le général **de LANGLE de CARY** se fait présenter les plans, esquisses, maquettes et pièces préparées du

1 Dans chaque gare, pour assurer réceptions et expéditions, un adjudant du 36e et quelques hommes choisis représentent le commandant du groupe et opèrent en son nom. Les chefs de gare sont agréablement surpris par les résultats.

Ancestramil

monument, qu'il inaugure le 22 septembre.
A cette cérémonie ont rendu les honneurs : la tête de colonne et deux compagnies du 36e[1].

§ 11. — TRAVAUX EXTÉRIEURS.

Le 36e, par ses propres moyens, a exécuté des travaux qui, tous, ont donné lieu à des témoignages de satisfaction.

1° *Travaux de voirie* à la gare de Somme-Suippe, du 13 février au 13 mars : 150 hommes de la 2e compagnie (sous-lieutenant **DENAIN**).

2° *Hôpitaux*. — *a*) Hôpital de Baye à Vitry-le-François, construit par un peloton de la 20e compagnie sur les plans et sous la direction du sous-lieutenant **VIMAL-DUMONTEIL** (mars – juillet 1915).
*b)*Hôpital militaire de Châlons. Construction et montage de sept baraquements, de tables, casiers, etc..., par une équipe de la 20e compagnie (mars 1915).
*c)*Hôpitaux d'évacuation de Suippes et de Châlons. A la suite de bombardements sur la gare de Suippes, un détachement de la 2e compagnie (sous-lieutenant **DENAIN**) exécute, sur les plans du chef d'atelier de Saint-Pierre, des abris souterrains blindés à l'hôpital d'évacuation (mai 1915).
A l'H. O. E. de Châlons, la 3e compagnie fait différents travaux d'aménagement et d'embellissement.

3° *Service vétérinaire*. — A Sézanne (mars 1915), une équipe, dirigée par le sergent **ARGY**, installe au quartier Corbineau un dépôt de chevaux.

4° *Service de l'artillerie*. — *a*) Des casemates blindées sont construites à Suippes (mars 1915) et Somme-Tourbe (juillet 1915) par des équipes du 36e, sur les plans et sous la direction du sergent **FOUCHER**, pour mettre en sûreté les ravitaillements d'artillerie, près des gares de ces localités, fréquemment bombardées.
Ces abris ont résisté aux bombardements de toute la guerre. Les services intéressés ont manifesté hautement leur complète satisfaction.

b) Expériences de mortiers lance-bombes, gaz, etc... Il faut répondre aux minenwerfer, aux gaz des Allemands. Des inventions diverses sont présentées, notamment par le lieutenant **CHALMOT**, de l'artillerie.
Le commandant du groupe est chargé de préparer un terrain pour l'expérience qu'il doit diriger. Il s'adjoint, pour cette mission, M. le chef d'escadron d'artillerie **TERRAS**, au groupe depuis septembre 1914.
De nombreuses expériences sont faites en mars et avril 1915, plusieurs en présence du général D.E.S. et d'officiers de son état-major.
Le 12 avril, une bombe éclate prématurément, tue le chef d'escadron **TERRAS**, blesse

1 Représentaient le personnel du 36e ayant dressé les plans, conduit et exécuté les travaux :
1° Caporal BARIAN (conception et plan du monument) ;
2° Caporal DAFFOS (plan d'ensemble des jardins) ;
3° Sergent VALLET (conduite des travaux du jardinage et du nivellement) ;
4° Sergent FOUCHER (conduite des travaux du monument, de maçonnerie, de menuiserie) ;
5° Soldat MAZET (ornementation du monument). Tous les collaborateurs à cette œuvre ont dépensé sans compter : talent, intelligence, dévouement.

grièvement le lieutenant **CHALMOT** et légèrement un canonnier.

5° *Cantine de la presse* (*Suippes*). — En juin 1915, une équipe du 36e (sergent **FOUCHER**) monte, face au wagon de la presse, en gare de Suippes, un hangar-réfectoire ouvragé, genre forestier, préparé dans les ateliers de Saint-Pierre.

§ 12. — DIVERS.

Le régiment a, en outre, collaboré à certains services généraux ou particuliers :

1° *Garde des ponts*. — Assurée jusqu'au retour des G. V. C. (décembre 1914).
2° *Camp de Châlons*. — Le 36e détache une compagnie à Mourmelon (octobre – novembre 1914) pour la garde et les services de place du camp de Châlons (relève par semaine).

3° *Service de la place de Châlons*. — Les services de la place de Châlons sont assurés par le régiment de mars à septembre 1915.

4° *Le 36e « berceau des puisatiers »*. — Par ordre D. E. S., est constituée, le 17 juin, à Villers-aux- Corneilles, une section de cinquante puisatiers, presque tous du 36e. La compagnie **VAN MINDEN** les prend en subsistance et les organise en unité spéciale (groupement des puisatiers). Des équipes de cinq hommes sont formées : le sous-lieutenant **VIMAL-DUMONTEIL** (20e compagnie) les instruit. Des puits d'étude sont creusés avec un matériel de fortune construit dans les ateliers de Saint-Pierre.
Le 29 juin, deux équipes sont mises à la disposition du 16e C. A., puis deux le 7 juillet. D'autres les suivent, en même temps qu'arrivent de nouvelles recrues.
Bientôt, M. le commandant **LOEVI** (génie) prend la direction technique des puisatiers. Leur effectif, sans cesse accru (700 à 800) ne tarde pas à être réparti sur tout le front de la IVe armée, dépourvu d'eau.
Le 30 août, les puisatiers territoriaux passent définitivement au 36e.
Le front de la IVe armée est divisé en deux secteurs. Les éléments affectés à chacun d'eux forment un peloton. Un adjudant et quatre sergents du 36e assurent, dans chaque peloton, la surveillance militaire des puisatiers, et restent au contact permanent, par liaison cycliste, avec le capitaine **VAN MINDEN** et le chef de corps. Cette organisation se précise peu à peu et rend les plus appréciés services.

5° *Le 36e « berceau des B. A. »*. — Le 23 juillet 1915, deux officiers (architectes), les sous-lieutenants **LEFÈVRE** et **CLAVIER**, et quatre équipes de menuisiers et charpentiers du 36e sont mis à la disposition du génie des étapes pour la construction d'abris et baraques en planches, en remplacement des cagnas improvisées jusqu'alors.

6° *Terrains d'atterrissage*. — En août et septembre 1915, le régiment prépare des terrains d'atterrissage pour avions à Oiry, Plivot et Matougues.

7° *Passerelles de franchissement*. — Enfin, à la veille de l'attaque de Champagne, sont construites en hâte 900 passerelles de franchissement.

Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

CHAPITRE V

Attaque de Champagne (septembre – octobre 1915).

———

§ 1er. — COMMANDEMENT D'ÉTAPES DE CHAMP DE BATAILLE.

En vue de la mission réservée au groupe, dans l'attaque de Champagne, sont, peu à peu, concentrées ses unités (quatre bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie), ainsi que les services de transport, d'état civil, d'artillerie, de gendarmerie nécessaires. Après un stationnement d'attente aux Grandes-Loges et l'enlèvement de Souain et de Tahure, le groupe va bivouaquer au bois de la Lyre. *Un commandement d'étapes de champ de bataille* doit fonctionner à Suippes, sous les ordres du lieutenant-colonel, pour le secteur gauche de l'armée, suivant la ligne générale : Perthes-les-Hurlus, Souain, ferme des Wacques, voie romaine (2e C. C. ; 4e, 6e, 7e, 32e C. A. ; 50e D. I.).

Les premiers contacts démontrent l'inutilité et même le danger des reconnaissances de cavalerie, en raison de la stabilisation des combattants. Aussi sont-elles remplacées par des reconnaissances d'officiers du 36e à bicyclette.

D'autre part, entente est établie entre le commandant d'étapes et les commandants de corps d'armée sur l'emploi des troupes d'étapes, sans les exposer inutilement, pendant leurs déplacements et travaux.

Les opérations d'assainissement, de récupération, de réception et de conduite de prisonniers de guerre sont organisées et conduites suivant les principes appliqués précédemment.

Grâce aux mesures prises, il n'y eut pas 2 p. cent d'inhumations non identifiées, alors que le champ de bataille de la Marne en a accusé plus de 50 p. 100.

En outre, le groupe a repéré, restauré, pourvu d'entourages et de croix des centaines de tombes anciennes ; enfoui un nombre considérable d'animaux ; ramassé, transporté plus de 1.000 voitures de matériel divers et 125 voitures de grenades ou explosifs. Ces manipulations multiples n'ont, heureusement, causé aucun accident parmi les troupes d'étapes.

Il n'en alla pas ainsi pour la recherche des tués et de leur inhumation. Le 9 octobre, le 4e bataillon a un soldat blessé au sud d'Aubérive ; le 12 octobre, la 1re compagnie a un homme blessé près de Perthes-les-Hurlus.

Le 13 octobre, pendant un violent bombardement, à Souain, la 4e compagnie a deux hommes tués, aux côtés du lieutenant-colonel et du commandant du bataillon, en reconnaissance, et deux soldats blessés.

Tous les militaires du groupe ont, pendant cette période, fait preuve d'abnégation, de courage, de dévouement. Comme partout, ils ont donné, sans compter, l'exemple du devoir simplement accompli, sans défaillance.

§ 2. — APRÈS L'OFFENSIVE.

a) *Quartiers d'hiver*. — Malgré d'importants succès, la percée attendue ne peut être réalisée.

Le 16 octobre, le commandement d'étapes de champ de bataille cesse d'exister en titre. Toutefois, ses services et troupes continuent de fonctionner jusqu'au 25 octobre, date à laquelle le groupe est reconstitué sur ces anciens emplacements, pour donner à l'armée,

sinon le confort, du moins une meilleure hygiène, en ses quartiers d'hiver.
Le commandement demande la production de couchettes (1.000 par jour), de caillebotis, de gabions, fascines, claies, rondins, piquets, réseaux, etc..., du charbon de bois, en aussi grande quantité que possible.
Pour l'obtenir, il faut une installation plus large, une organisation mécanique à grand rendement, un outillage plus complet, du bois de sciage, des scieries, et se rapprocher de la ligne Sommesous – Fère-Champenoise – Sézanne, où existent des ressources forestières pour une exploitation de plusieurs mois. Des propositions d'établissement d'atelier à Fère-Champenoise sont acceptées. Le groupe s'engage à fabriquer journellement, à partir du 15 novembre, environ : 1.000 lits démontables, 3 à 5 kilomètres de caillebotis, 10.000 kilogrammes de charbon de bois.

b) *Liquidation*. — Il faut liquider l'ancienne exploitation, préparer la nouvelle, sans cesser de produire.
Sur les anciens chantiers sont récupérés les sous-produits pour fabriquer gabions, fascines, claies, etc... Dans les bataillons, des moniteurs sont dressés pour la fabrication des réseaux.
Enfin, est commencée la fabrication du charbon de bois. En été, avait été essayée cette fabrication, avec des branchages de pins. Elle laisse d'abord beaucoup d'incrédules. La suite démontre l'inanité des appréhensions.
Le 16 octobre, quatre équipes d'apprentissage sont formées. Peu à peu, des équipes sont constituées dans tous les bataillons.

c) *Le moral, les jeunes classes*. — Aux espoirs qu'avait fait naître l'offensive pouvait succéder, avec la déconvenue, une certaine dépression... Il faut maintenir les courages à leur niveau. On n'y manque pas.
L'instruction de guerre est reprise et poursuivie conjointement avec les travaux : il convient de garder dans l'ambiance l'esprit militaire et de maintenir une juste mesure entre les travaux et l'éducation militaire.
Par note du 27 octobre 1915 est prescrit le remplacement des militaires des jeunes classes (1899 à 1895) par des R. A. T. des régiments territoriaux combattants. Il fallait s'y attendre. Aussi bien le 36^{e} y est-il militairement préparé.
C'est ainsi que 1.093 militaires du groupe passent en novembre dans les 54^{e} et 201^{e} R. I. T.

d) *L'exode*. — Le 1er novembre commencent, dans la région de Fère-Champenoise, les travaux préparatoires d'organisation d'atelier mécanique de scieries, d'abattage d'arbres, de transport de matières premières. etc.
L'atelier de Saint-Pierre continue de fonctionner jusqu'au 9 novembre, date à laquelle ses éléments sont transportés à Fère-Champenoise.
Le 11, l'état-major du groupe s'y installe à son tour. Dans la première quinzaine, les unités sont acheminées sur leurs nouveaux emplacements, entre Chéniers, Colligny, Linthes et Thaas.

Ancestramil

Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

III

LE 36e PRODUCTEUR OU « L'INDUSTRIALISATION DU FRONT ».

———

CHAPITRE PREMIER.

Fère-Champenoise (11 novembre 1915 – 15 juin 1916).

———

§ 1er. — BUT ET MOYENS.

a) But. — Le 36e va créer, à Fère-Champenoise, ce qu'on appellera plus tard « l'industrialisation du front » et s'y transformer en bataillons d'étapes, éléments fondamentaux du groupement de troupes d'étapes (le G. T. E. n° 1), organe de commandement et de production, ayant mission de :

1° Satisfaire les besoins de l'armée opportunément, économiquement ;
2° Maintenir toujours la troupe militairement prête ;
3° Conserver, à l'ensemble industriel, une mobilité relative pour, éventuellement, pouvoir suivre, à distance, l'armée dans ses mouvements, sans cesser jamais de pourvoir à ses besoins.
Le groupement réalise ainsi, pour *produire*, *l'unité de commandement et de direction*.

b) *Moyens, leur organisation*. — *a*) Personnel. — Le personnel, admirable sous le feu, ne manque pas de compétences industrielles. Il est devenu un remarquable instrument de travail.

1° Ses variations. — Il convient, toutefois, d'y améliorer sans cesse l'ambiance militaire et de rendement industriel, d'y préparer les remplacements en prévision d'inéluctables appels, des plus jeunes au feu.
Ces appels, fréquents, nombreux, modifient profondément la physionomie des unités.
C'est ainsi que, pendant la période de Fère-Champenoise, sans compter les pères de famille nombreuse (pères de cinq enfants ou veufs avec quatre) et les boulangers R. A. T. renvoyés au dépôt, un millier de territoriaux relèvent dans des formations de l'avant un même nombre de R. A.
T. ou remplacent dans les C. O. A. des hommes jeunes envoyés au front.

2° Groupement de troupes d'étapes (G. T. E. n° 1). — Par note du G. Q. G., les états-majors et S. H. R. des régiments d'étapes sont supprimés à la date du 11 février 1916, et les bataillons du 36e territorial constitués sur le type de « bataillon détaché ».
Par décision du commandement des 4, 6, 7 février, le lieutenant-colonel **GONDRÉ** est maintenu à la tête des services dont il assume la direction, avec, pour adjoints, les capitaines **VAN MINDEN** (36e), **PAJOT** (chasseurs forestiers), les sous-lieutenants **RENARD** et **ARGY** (36e), l'officier d'administration **DAFFOS** (service de santé).
Le personnel-troupe comprend : cinq bataillons d'infanterie (trois du 36e, un du 94e, un

du 137e), deux escadrons de hussards (réserve), un détachement de la 14e compagnie de chasseurs forestiers et, provisoirement, l'état-major et sept compagnies du 145e R. I. T. ; en outre, un certain nombre d'unités du train des équipages militaires.

3e Autres corps. — Pendant cette période sont attachés au G. T. E. n° 1 pour ses travaux: un bataillon des 62e, 63e, 137e, 138e, 222e, l'état-major et deux bataillons du 87e R. I. T., deux compagnies du 58e R. I. T., une compagnie du 31e T. et le 2e bataillon de tirailleurs malgaches.

*b)*Matières premières. — Le peuplier était abondant dans la région ; pourtant on doit, à la fin de l'hiver, pousser l'abattage jusqu'à la Seine et l'Aube. Le résineux l'est aussi, mais les demandes sont telles qu'il faut également, par la suite, se déplacer vers le sud pour se le procurer sans épuiser les ressources locales.
Les bois durs pour galeries de mines sont trouvés en quantité considérable dans la forêt de Traconne. Les bois tendres et souples pour clayonnages ne manquent pas dans les vallées pendant la belle saison; mais en hiver, les cours d'eau débordant, il faut se porter sur les feuillus en futaie.

*c)*Outillage, matériel, scieries. — C'est ici le système D dans son meilleur sens.
La D. E. S. fournit le fil de fer, le treillage et les pointes ; c'est déjà quelque chose. On emploie jusqu'à 1.500 kilogrammes de pointes par jour !
Il faut se procurer le reste. On se met en campagne pour trouver force motrice, dynamos, tours, scies à rubans, circulaires, bancs de scies, fraises, raboteuses, établis, courroies, marteaux, tenailles, etc..., tout le grand et le petit outillage nécessaire. On fait appel (location, rarement réquisition) à plus de cent propriétaires. On achète le surplus, après autorisation. La force motrice est louée sur excédents de ressources locales, à la bonneterie et à la brasserie.
Calcul fait, il faut, pour commencer, un minimum de 80 mètres cubes de bois débité par jour, soit environ de 110 à 120 mètres cubes de bois grume ; c'est de douze à quinze scieries à trouver ou à constituer. Ce n'est pas une mince affaire. Le pays, à 80 kilomètres à la ronde, est parcouru. Tous efforts réunis, on finit par recueillir, tant bien que mal, de-ci de-là, une locomobile, une verpille, un banc de scie, etc..., et à mettre successivement en marche une douzaine de scieries, nombre porté bientôt à seize, puis plus tard à vingt-sept et même vingt-huit.

*d)*Ateliers. — Les ateliers comprennent :

1° L'usine de fabrication de lits improvisés, l'atelier de mécanique et quatre ateliers de clouage et de
montage[1] ;
2° Le petit atelier, pour fabrications diverses (ancien atelier de Saint-Pierre-aux-Oies) ;
3° Équipes de caillebotis (à la brasserie) ; la 3e compagnie, spécialisée dans cette besogne, assure en outre les manutentions et expéditions.

*e)*Transports :

1° Chemins de fer. — Sont utilisées et organisées militairement pour les expéditions du

1 Après études, un modèle de lit démontable est établi, expérimenté, éprouvé. Il est essentiellement composé d'un cadre-sommier en sapin rempli en grillage métallique renforcé, d'abord par quatre bandes de feuillard, puis, par la suite, à l'aide de fil de fer recuit.

G. T. E. n° 1 vingt-trois gares du réseau de l'Est : Châlons, Bussy-Lettrée, Sompuis, Sommesous, Mailly, Herbisse, Allibaudières, Arcis-sur-Aube, Nozay, Montsuzain, Charmont, Colligny, Fère- Champenoise, Linthes, Sézanne, Barbonne, Saint-Quentin-le-Verger, Anglure, Saint-Just-Sauvage, Conflans-sur-Seine, Romilly, Saint-Mesnin, Payns.

2° Hippomobiles. — Les débardages, transports intérieurs et transports en gares sont assurés par véhicules de C. V. A. X. ou C. V. A. D. rattachés au groupement, qui mettent journellement à sa disposition près de 700 voitures exécutant un dur service. Encore les équipages d'infanterie concourent-ils aux transports quand ils sont disponibles.

3° Automobiles. — Deux sections automobiles sont attachées au G. T. E. n° 1 pour les transports sur routes.

§ 2. — MISE EN OEUVRE.

De gros efforts, nécessités par les besoins, sont dépensés. Les travaux ne cessent à aucun moment d'être poussés avec la dernière activité. Était d'abord prévue une demi-journée de repos alternatif tous les quatre jours. A partir de février 1916, sur l'ordre du commandant de l'armée (général **GOURAUD**), interruption de travail le dimanche, consacré, désormais, au repos et à l'éducation militaire.
Les mutations diminuent, d'abord, le rendement ; mais, grâce à l'ambiance existante et à la bonne volonté des nouveaux contingents, on revient peu à peu, au 36e, sensiblement à la même production. La centralisation des moyens de transport sous une impulsion unique permet d'expédier journellement à l'armée de 120 à 145 wagons complets de produits usinés ou forestiers. Chaque soir, le capitaine adjoint indique téléphoniquement à la D. E. S. la contenance, le poids, la destination de chacun de ces véhicules pour information immédiate aux destinataires.

§ 3. — MISSIONS SPÉCIALES.

a) *Tombes militaires, cimetières*. — Le repérage et la restauration des tombes du champ de bataille de la Marne, commencés le 16 avril 1915, prennent fin en mars 1916. Pendant ce temps, les équipes ont édifiée 6.783 tombes pour 17.822 militaires, français et allemands.

Le groupement continue l'entretien des tombes en 1916 et 1917, par équipes volantes, qui placent et renouvellent les cocardes du souvenir.
Par décision du général D. E. S., le 36e entreprend la restauration des tombes du cimetière de Vitry-le-François. Une équipe, dirigée par le sergent **GUEUX**, commence ses opérations le 1er mai 1916. La menuiserie, préparée dans les ateliers du G. T. E. n° 1, est transportée à Vitry-le-François, et les sujets de tombes collectives sont composés et montés sur place.

Par ordre particulier n° 2532/4, M. le général **SENTIS**, D. E. S., adresse ses félicitations, à la clôture du travail de restauration des tombes :

1° Au lieutenant-colonel commandant le 36e territorial pour la façon dont le travail a été organisé, poursuivi et exécuté ;

2° Aux chefs et à tout le personnel des diverses équipes pour le zèle, le soin, la persévérance, le goût et le tact dont ils ont fait preuve pendant l'accomplissement de ce travail de longue haleine et dont le caractère pénible disparaissait à leurs yeux devant le sentiment du culte rendu aux camarades tombés au champ d'honneur.

Le 23 juin 1916, sous le n° 5211 D. A., le général commandant en chef témoigne lui-même sa satisfaction pour ce travail[1].

b) *Divers*. — 1° P. G. — Les prisonniers de guerre envoyés jusqu'alors exclusivement à l'intérieur de la France doivent désormais être partagés entre les armées et territoires. Le commandant du G. T.
E. n° 1 est chargé de recevoir, organiser en unités ceux destinés à la IVe armée dirigés sur le camp de Connantre.

2° Stomatologie. — Un service dentaire ambulant (voiture de stomatologie n° 1, médecin aide-major **GAUMERAIS**), dont bénéficie le 36, est attaché au G. T. E. à compter du 9 juin.

3° Puisatiers. — Avec la stabilisation en Champagne, le groupement des puisatiers acquiert des proportions considérables (1.000 à 1.100hommes). Il forme la 3e compagnie *bis* du 36e ; lourde charge pour le commandant d'unité.

§ 4. — DEUXIÈME EXODE.

Pour l'application de l'instruction générale secrète n° 5999 sur l'organisation défensive, le G. T. E. n° 1 est chargé, le 27 mars, de livrer avant le 1er juin un nombre très élevé de châssis pour galeries de toute nature, de planches de coffrage, etc..., sans diminuer ses productions habituelles, demandées également de façon pressante.
Ces travaux réclament l'emploi de bois durs, de la forêt de Traconne. D'autre part, les fournitures aux armées depuis août 1915, par prélèvement dans la région de Fère-Champenoise, en ont épuisé les ressources exploitables (50 à 50 p. 100). Depuis plusieurs mois déjà les unités sont peu à peu acheminées en des exploitations vers le sud.
L'afflux des commandes exige un changement radical. Des reconnaissances y ont depuis longtemps pourvu.
Un rapport portant prévision de déplacements de scieries et réquisition de nouvelles, ainsi que mouvements d'unités pour des secteurs d'exploitation aux abords de la Seine et de l'Aube, est présenté et approuvé.
Fin mai, le G. T. E. a ses troupes dans le quadrilatère Fère-Champenoise, Arcis-sur-Aube, Saint-Loup-de-Buffigny, Barbonne. Il exploite vingt-huit scieries (vingt-six quotidiennement et deux éventuellement), en sept centres de sciage, entre Germinon et Saint-Lye (60 kilomètres en ligne droite). Nécessairement, il faut aussi déplacer les ateliers : recherches, études, projets. Finalement, Arcis-sur-Aube est proposé et adopté comme siège du groupement et des ateliers.
Mais il faut effectuer les transports, sans interrompre fabrications et livraisons, et

1 Au lieutenant-colonel commandant le G. T. E. n° 1 : « Chargé du travail de repérage et de la restauration des tombes du champ de bataille de la Marne, s'est acquitté de cette tâche délicate et pénible avec la plus grande conscience et le plus grand dévouement. A su, par son initiative et son intelligente activité, assurer une sépulture digne de leur sacrifice et de la reconnaissance de la France, à ceux qui tombèrent au champ d'honneur. »

remettre tout en place à Fère-Champenoise. Ainsi est-il fait : dire comment n'est pas l'affaire en ce court récit.

CHAPITRE II.

Arcis-sur-Aube (16 juin 1916 – 11 janvier 1918).

———

§ 1er. — BUT ET MOYENS.

Arcis-sur-Aube continue Fère-Champenoise en le perfectionnant : même but, mêmes principes, mêmes procédés sans cesse améliorés, avec un personnel diversifié, des installations industrialisées, auprès de quais d'embarquement adaptés, en outillage mécanique très accru, mu électriquement par force obtenue économiquement avec les sous-produits de fabrication (sciures et déchets).
La main-d'œuvre militaire française, raréfiée, est supplée par la main-d'œuvre indigène, prisonnière, civile, féminine. Les derniers éléments du 36e en constituent l'ossature et en assurent la direction, la conduite, avec chefs de chantiers, moniteurs, pour la production d'un matériel varié, où, bientôt, le baraquement prend place prépondérante, avec rendement quotidien atteignant 120 mètres, prêt au montage, clef à la serrure.
L'exploitation forestière est, elle-même, modernisée avec le rail (plus de 55 kilomètres de voie étroite) et l'emploi de plus de cinquante attelages de bœufs.
L'adaptation industrielle progresse avec l'observation, la pratique, l'expérience : « toujours mieux » étant la règle.

§ 2. — LE PERSONNEL.

1° *Troupe*. — Les années 1916 et 1917 renouvellent presque totalement l'effectif des unités par le renvoi des classes 1888, 1889, des agriculteurs des classes 1890, 1891, des pères de cinq enfants ou veufs avec quatre appartenant aux classes 1895 et plus anciennes et le départ des derniers A. T. dans les régiments territoriaux de l'avant. En outre, plus de 200 gradés des classes les plus jeunes ou spécialistes passent dans différentes formations (R. P. S., C. O. A., compagnies de B. A., compagnies agricoles, musique, sabotiers), enlevant aux chantiers leurs meilleurs éléments.
Les militaires des classes 1902 et plus anciennes, pères de quatre enfants, veufs avec trois ou ayant trois frères tués, remplacent, après des fléchissements notables d'effectifs, les militaires partis.
Le 30 août 1917 sont réorganisés les bataillons territoriaux en bataillons de campagne, de travailleurs et d'étapes. Les trois bataillons du 36e sont classés dans cette dernière catégorie : depuis le 5 janvier 1917 le 1er était bataillon de campagne.

2° *0fficiers.* — La circulaire 2166 D. A. du 18 juin 1916 réduit à deux les officiers des compagnies d'étapes. un certain nombre de lieutenants ou sous-lieutenants, parmi les plus jeunes, passent, par suite, dans des formations actives.
Le 3 octobre, le personnel de la 3e compagnie du 36e (ateliers) permute avec celui de la 3e compagnie du 140e territorial (bataillon de travailleurs).

3° *Unités*. — Principaux mouvements :
Le 29 juin 1916, le 4e bataillon est mis à la disposition du général commandant la place de Châlons.
En août, les 1re et 2e compagnies effectuent, pour le génie des étapes, le montage de baraquements au camp de Mailly. La 2e compagnie est maintenue à ces occupations jusqu'en avril 1917. A partir du 30 octobre 1916 la 1re compagnie est à la disposition du génie de l'armée pour construction de lignes électriques.

Du 18 au 22 avril 1917 le 1er bataillon du 36e et le 2e du 276e sont envoyés à Matougues pour constituer, avec d'autres éléments, les troupes du commandement d'étapes de champ de bataille n° 2 (lieutenant-colonel **GONDRÉ**). Malheureusement l'offensive échoue et chacun reprend ses occupations anciennes.
Du 10 juin au 13 juillet 1917, le 1er bataillon (état-major, 1re et 4e compagnie) est à Belle-Fontaine
pour aménager un terrain d'aviation.
Au retour, la 4e compagnie est mise à la disposition du centre d'études d'artillerie, au camp de Mailly.

§ 3. — LE 36e AU TRAVAIL.

a) *Organisation générale*. — M. le général **VALABRÈGUE**, délégué spécial du Ministre de la guerre, a, dans ses inspections inopinées de juillet 1917, surpris le 36e au travail. Suivons-le dans son rapport au Ministre n° 389. Après avoir rappelé la mission du G. T. E. n° 1, le général continue[1] :

Les commandes parviennent tous les quinze jours et l'exécution des travaux est suivie par ordre d'urgence.
La direction générale appartient au lieutenant-colonel **GONDRÉ**, secondé par trois officiers adjoints.
La direction locale est exercée par les chefs de bataillon du 36e, commandants de secteurs, par les capitaines directeurs de centres de sciage et des ateliers de fabrication en forêt et par un adjudant plus spécialement chargé des ateliers de fabrication de matériels divers.
Les travaux sont conduits par les officiers et sous-officiers de compagnie du 36e.
Ils sont exécutés par les gradés et hommes de ces unités, ainsi que par des prisonniers de guerre. Les transports sont effectués par le C. V. A. D. 25 et trois sections de T. M.
Dans les ateliers d'Arcis-sur-Aube et dans quelques chantiers sont, en outre, employés, en tout, une trentaine de civils, hommes ou femmes.
Le travail est parfaitement organisé. D'une façon générale, la visite des chantiers et ateliers a montré qu'il n'y avait pas de travailleurs sans emploi, même temporairement, que les employés de compagnie (tailleurs, cordonniers, perruquiers) allaient aux chantiers comme les autres soldats, que les corvées du service intérieur des unités étaient convenablement réduites, que des chevaux de selle même étaient, dans la mesure du possible, employés aux transports, que les heures de travail et les jours de repos étaient bien réglés et observés, et qu'enfin la surveillance du travail était constante et efficace.
Des comptes rendus journaliers indiquent d'une façon précise le nombre de travailleurs de chaque chantier et le travail effectué. La comparaison pendant un temps assez long de ces comptes rendus a permis de déterminer une production moyenne ramenée à l'homme

1 Le manque de place oblige, malheureusement, à tronquer cet intéressant document.

Ancestramil

ou à l'équipe, production que les chefs à tous les degrés doivent s'efforcer d'atteindre.
J'ai constaté qu'ils y arrivaient généralement et même parfois le dépassaient, bien que cette production théorique soit suffisamment élevée.
Le rendement du personnel employé aux transports, chargement et déchargement, a été également établi et donne une base précise pour fixer l'effectif des corvées utilisées pour ces travaux.
Le rendement est en général satisfaisant et sera signalé pour chaque atelier examiné. Il est soigneusement contrôlé par l'organe de direction.
Le bois de chauffage, les rondins, fascines, gabions, claies et objets fabriqués sont entreposés soit dans les gares, soit dans des magasins et même sur routes, de manière à former approvisionnement. Les expéditions sont faites d'après un tableau arrêté à l'avance et régulièrement suivi.

g) *Service du matériel*. — Il consiste dans la réception en gare d'Arcis-sur-Aube, le classement, le stockage et la distribution des matières premières nécessaires à l'exploitation. Il occupe un sous- officier et un soldat.

h) *Service des épaves*. — Il consiste dans la reconnaissance et l'expédition où il convient, des objets laissés dans les cantonnements par les troupes qui s'y succèdent au repos. Il occupe un sous-officier.

i) *Chantiers d'exploitation forestière*. — La faiblesse des effectifs a fait arrêter à la fin juillet la plupart des chantiers d'abattage d'arbres.
Toutefois, le chantier de Ramerupt fonctionnait encore le 24 juillet. L'atelier comprenait deux abatteurs, deux tronçonneurs, deux ébrancheurs.
Le rendement a atteint, les jours les plus favorables, 5 mètres cubes par homme (arbre abattu, tronçonné et rentré à la scierie).
C'est avec raison qu'on n'enlève les produits du chantier que lorsque l'abattage des arbres est terminé, pour éviter un encombrement de personnel et des accidents possibles.

j) *Chantier de fabrication de charbon de bois*. — Deux équipes composées chacune de deux cuiseurs, deux aides-cuiseurs, quatre monteurs de meules, sept P. G., soit trente hommes, auxquels il convient d'ajouter, pour l'ensemble, un sous-officier chef de chantier, deux caporaux, un défourneur et un cuisinier, procédant à la fabrication du charbon de bois à Mesnil-la-Comtesse.
Des corvées de P. G. assurent, en outre, l'approvisionnement du bois et l'enlèvement du charbon. Quand le travail marche à plein, il est allumé et éteint deux meules par jour, soit un rendement de
3.000 kilogrammes environ.

k) *Scieries*. — Les scieries militaires du G. T. E. n° 1 sont au nombre de sept. Une scierie civile (scierie Boucheron) doit incessamment s'ajouter aux sept premières.
Les scieries militaires sont ambulantes.
L'ensemble de ces scieries emploie : vingt-cinq travailleurs militaires, un civil, 102 P. G., quarante- six conducteurs, quatre-vingt chevaux, six bœufs.
Les scieries absorbent 150 mètres cubes de bois en grume par jour.

Scierie 23, à Ramerupt (démontable, trois bancs). — Cette scierie occupe : huit Français, sept prisonniers et un civil.

Ancestrami

Son rendement atteint 16 mètres cubes par jour.

Scierie n° 2, à Ramerupt (démontable, deux bancs). — Cette scierie occupe : sept Français et cinq Allemands.
Son rendement n'est que de 10 mètres cubes par jour, parce que sa machine à vapeur est trop faible pour actionner simultanément les deux bancs.

Scierie n° 22, à Nogent-sur-Aube (démontable, trois bancs). — Le personnel : huit Français et neuf Allemands. Le sous-officier chef d'atelier est en même temps propriétaire.
Son rendement atteint 22 mètres cubes par jour.
Le sous-officier chef d'atelier est en même temps affûteur des outils.

Scierie n° 9, à Arcis-sur-Aube (démontable, trois bancs). — Cette scierie occupe : sept Français et huit Allemands.
Son rendement est de 18 mètres cubes par jour.

l) *Ateliers de construction d'Arcis-sur-Aube*. — L'ensemble de ces ateliers occupe : quatre-vingt-un militaires français, vingt et un civils et cent cinquante-quatre prisonniers de guerre. Le personnel de direction comprend : un adjudant chef de fabrication, 2 sergents chefs d'ateliers, un sergent dessinateur, un caporal comptable, un sergent-major chargé de la surveillance générale et de la réception du bois et du matériel.
Le bois utilisé provient de l'exploitation forestière. Il est débité par les scieries. La force motrice est produite par une dynamo actionnée par une locomobile chauffée avec les déchets de bois. La même source d'énergie. La même source d'énergie produit l'éclairage.
Les machines-outils pour la préparation des bois sont des scies à rubans, des scies circulaires, des tours, des perceuses, des dégauchisseuses.

m) *Chantiers d'expédition*. — *a*) Gare de Montsuzain. — Le chantier comportait le 25 juillet : un adjudant, neuf militaires français et huit prisonniers de guerre.
Le service de ce chantier consiste à entreposer des bois de chauffage, des rondins, des claies, des gabions, et à effectuer les expéditions prescrites.
Le 25 juillet, il n'y a pas d'expédition[1]. Il a été déchargé en gare 36 stères de bois de chauffage, 740 rondins, 416 piquets. Entre les déchargements, le personnel s'occupait à fabriquer des claies. Cet emploi du personnel est judicieux et doit être préconisé, quand il n'est pas possible d'utiliser les hommes disponibles pour des travaux urgents.

b) Chantiers d'entreposage et d'expéditions de Charmont. — Cet atelier comprenait, le 24 juillet, un sous-officier et neuf hommes.
Dans la journée, l'équipe a effectué le triage et le sciage de rondins de 1 mètre, le déchargement de quarante voitures, le chargement de trois wagons.
Le travail était donc intensif.

1 Faute de wagons.

Historique du 36e Régiment d'Infanterie territoriale – Editeur militaire Henri Charles-Lavauzelle Paris et Limoges 1920 – Collection B.D.I.C. - droits : domaine public - 2017

CONCLUSION.

De l'inspection faite dans les ateliers et chantiers du G. T. E. n° 1, il ressort que l'utilisation du personnel a été bien comprise et l'organisation du travail bien assurée. Le lieutenant-colonel commandant le groupement fait preuve, dans la haute direction des travaux, d'une très réelle compétence et d'une claire vision du but à atteindre.

§ 4. — AUTRES MISSIONS.

a)*Puisatiers*. — L'effectif des puisatiers s'accroît, se renouvelle sans cesse. Mais leur centre est maintenant bien loin ; à Arcis : d'où cause de gêne pour le service. Est suggérée l'idée de compagnies spéciales de puisatiers à administration légalement séparée. Le 29 juillet 1916 est constituée celle de la IVe armée, placée désormais sous l'autorité du génie des étapes. La remise des services s'opère sans difficulté : les cadres administrateurs de la compagnie, tous du 36e, passent au génie.

b) *Tombes, cimetières*. — Jusqu'en juillet 1917 les équipes mobiles du 36e remplissent le pieux devoir d'entretien des tombes des braves tombés à la Marne. Toutefois, en raison du renouvellement incessant de ses effectifs et de la dispersion de ses spécialistes, le régiment doit y renoncer. Il est décidé, en conséquence, qu'à compter du 1er juillet 1917 ce soin incombera aux commandants d'étapes.
Les travaux du cimetière de Vitry-le-François, interrompus en décembre 1916, sont repris et achevés en juillet – août 1917. Le sergent **GUEUX** et son équipe obtiennent, des autorités civiles, des compliments bien mérités.

c) *Coopératives, locaux pour permissionnaires*. — Le 18 janvier 1917 est fondée, à Arcis-sur- Aube, une coopérative centrale pour le groupement ; la compagnie **VAN MINDEN** en assure la gestion. Elle rend de grands services. Son succès attire l'attention. Bientôt (3 juillet), le commandant du G. T. E. n° 1 reçoit mission d'en étendre les bienfaits à toutes les troupes du voisinage (centres d'instruction d'infanterie, d'artillerie lourde, etc.) et même aux corps actifs au repos dans les environs d'Arcis.
Sont, en même temps, prévus, près de la gare, à charge de construction et d'organisation par le G. T. E., des locaux pour permissionnaires (Perm-Terminus) avec dortoirs, salles à manger, de récréation, cantines, lavabos, etc. Chacun s'y emploie de son mieux. Un conseil d'administration opère sous la présidence du lieutenant-colonel ; le capitaine **VAN MINDEN** surveille l'ensemble ; le deuxième adjoint (lieutenant **RENARD**) est commissaire aux comptes. Il est fait appel aux bonnes volontés, aux capacités. Les cumuls se multiplient. C'est ainsi que le lieutenant **JEANNIN**, déjà chef du centre de sciage d'Arcis (quatre scieries), assure la direction de « Perm-Terminus » ; le lieutenant **DANIEL**, commandant les P. G. d'Arcis, gère, en même temps, la coopérative centrale, etc.
On a ainsi l'occasion de joindre l'utile à l'agréable.

§ 5. — LA LOI SUR L'INDUSTRIALISATION DU FRONT.

Depuis le commencement de ses travaux, le 36e est en gestation de progrès. Toujours, et spécialement au moment de ses exodes, s'impose la pensée de réduire la main-d'œuvre par l'usage accru de la force motrice et de l'outillage mécanique. C'est ainsi, par exemple, qu'en venant à Arcis, une première idée, réalisée seulement fin 1917, avait été

d'utiliser la houille blanche de l'Aube comme force motrice et productrice de lumière. Mais, d'une part, la nécessité de produire sans arrêt et de ne pas s'alourdir ; d'autre part, peut-être, la hantise d'éviter les réformes dispendieuses, avaient limité les transformations conçues ou reculé l'échéance de leur réalisation.
On n'était pas, alors, orienté dans cette voie. Mais ce fut autre chose quand vinrent les Américains ! Comme eux, on voulut faire grand et dépenser sans compter.
Quoi qu'il en soit, les progrès du 36e n'en demeurent pas moins incessants et les accroissements constants.
Peu à peu, les ateliers arrivent à couvrir une surface de 2.640 mètres carrés en bâtiments à usages divers, démontables, transportables.
Presque tout le fer usiné aux forges provient des débris du champ de bataille. Dans l'atelier de réparations mécaniques, on fait, monte et perfectionne tout l'outillage nécessaire aux fabrications spéciales.
Le rail sillonne en tous sens les ateliers, scieries, chantiers forestiers, quais, etc., sur 55 kilomètres. Avec M. le général **ALBY** (janvier 1917) vient la construction, en série, des baraquements. Des machines nouvelles sont demandées, promises, mais s'attardent en route.
Enfin, est votée la loi *sur l'utilisation des effectifs*, que traduit l'arrêté ministériel du 27 juillet 1917 sur l'industrialisation des travaux dans la zone des armées. Après les inspections du général **VALABRÈGUE**, les dépenses proposées sont consenties. Les machines obtenues du dépôt d'Angoulême par M. le général **GOIGOUX**, nouvellement venu à la D. E. (juin 1917), et M. le général **CAUBOUE**, son successeur (novembre 1917), ou achetées directement, complètent heureusement l'outillage. Les ateliers, scieries sont désormais largement dotés.
La mobilité de l'ensemble en est légèrement diminuée, sans être toutefois paralysée.
Les primes de bon rendement, demandées depuis longtemps par le commandant du G. T. E.[1], sont enfin accordées comme conséquence de l'industrialisation du front[2].

§ 6. INSPECTIONS.

Pour finir, quelques courts extraits de rapports d'inspecteurs de la main-d'œuvre, délégués par le général commandant en chef :

Commandant CLAUDET (2 novembre 1917). — Conformément aux instructions ministérielles, les entreprises civiles doivent être développées, dans la zone de l'arrière, dans toute la limite compatible avec les nécessités militaires.
A cet égard, c'est-à-dire en raison des nécessités militaires, j'estime qu'il y a lieu de maintenir tout le groupe dépendant des établissements du G. T. E. n° 1, parce qu'il faut disposer toujours d'une organisation souple et bien en main pour parer aux à-coups[3].
Ces établissements fonctionnent d'ailleurs d'une manière remarquable et tout à fait industrielle. Les primes de bon rendement ont été organisées d'une manière à la fois simple, claire et pratique dans le groupement.

1 Rapports du G. T. E. n° 1 au commandement, des 18 janvier et 14 février 1917.

2 Instruction n° 9066 B. A. du 8 août 1917, sur l'attribution des primes de bon rendement aux travailleurs militaires.

3 Prête à suivre l'armée, en l'approvisionnant toujours, même en pays dévastés, grâce à d'importantes réserves préparées commercialement, en vue de continuation ou cessation des hostilités.

*Commandant du PONTAVIC*E (21 décembre 1917). — Le G. T. E. n° 1 dénote une organisation de premier ordre, une discipline parfaite et une compréhension industrielle digne de tous éloges.
Le rendement des scieries atteint et dépasse 1 mètre cube de bois débité par homme et par jour, tous employés compris. Semblable rendement n'est atteint par aucun établissement militaire. Les heures de travail et l'organisation des chantiers sont judicieux.
Ces moyennes (abattage des arbres, tronçonnage, débardage) démontrent une utilisation très judicieuse de la main-d'œuvre qui fait honneur à la direction du G. T. E. n° 1 et aux officiers du 36e dont nous avons constaté l'activité.

§ 7. LA FIN DU GROUPEMENT PRODUCTEUR.

Depuis le début de la guerre le 36e appartenait à la IVe armée.
Le 1er décembre 1917, le G. A. C. est dissous et ses éléments passent au G. A. N. et au G. A. E. : le 36e au G. A. N. (Ve armée).
La note n° 3923/4 du 1er janvier 1918 (D. E. du G. A. N.) organise sur de nouvelles bases les services du G. T. E. n°1 : les ateliers et scieries relèveront, désormais, directement du colonel directeur du génie des étapes ; l'exploitation forestière, du lieutenant-colonel directeur du service forestier ; les prisonniers de guerre, de l'inspecteur des P. G., etc... Le lieutenant-colonel **GONDRÉ** aura le commandement militaire du groupement de troupes d'étapes (G. T. E. n° 2 de D. E. du G. A. N.) avec siège à Fère-Champenoise, à partir du 12 janvier : les trois bataillons du 36e font partie de ce groupement.
Les services industriels du G. T. E. n° 1 sont remis, les consignes passées et les procès-verbaux établis, du 5 au 11 janvier. Les autres services (prisonniers de guerre, coopératives, etc.) sont remis peu après.
Le 12, installation à Fère-Champenoise des principaux services de la D. E. : camps et cantonnements, conseil de guerre, P. G., etc... L'état-major du 1er bataillon du 140e T. y accompagne le lieutenant-colonel, qui conserve pour adjoints le capitaine **VAN MINDEN** et le lieutenant **RENARD**.

IV

AUX ÉTAPES (1918 – 1919).

———

§ 1er. — LES ÉVÉNEMENTS.

Les événements de cette année de victoire sont trop présents à l'esprit pour qu'il faille les rappeler. Pendant ce temps le groupement et les éléments du 36e suivent, en leurs mouvements, les fluctuations de la lutte ; parfois, un peu brusquement, lorsque, par exemple, il faut abandonner Fère-en-Tardenois, Oulchy-le-Château, Villers-Cotterêts qu'occupent des détachements du 36e au moment du forcement du Chemin-des-Dames.
D'abord, à Fère-Champenoise, les services de la D. E. se transportent le 31 mai à Romilly[1], pour occuper, après l'armistice, Épernay, puis Ay : c'est là que les trouve la

1 La D. E. qui, d'Ai, était venue à Montmirail, recule à Nogent-sur-Seine, suivie par l'état-major du 2/36e qui l'accompagne dorénavant, jusqu'à sa dissolution.

démobilisation [1].

Jusque là, les unités du 36e, à peu près groupées, avaient, sous l'autorité de leurs officiers, une mission nette, précise, à remplir. Désormais, elles sont dispersées sur un vaste territoire, disséminées en petits détachements sans liens entre eux et, souvent, avec leurs chefs. Ces derniers, devenus simples administrateurs de subsistants, ne commandent plus guère.

Les hommes, aux étapes, sont à la disposition de services de l'armée, employeurs momentanés, pour, sans transition, être, selon les besoins passagers, mis à d'autres besognes, parfois fort éloignées des premières : services de place, de garde, routier, forestier, génie, intendance, santé, chemins de fer, P. G., corvées diverses, plantons, ordonnances, etc...

Les suivre en ces multiples déplacements serait malaisé et, d'ailleurs, sans intérêt.

Les mutations du personnel sont encore fort nombreuses en cette année. En janvier – février arrivent une centaine de militaires du service auxiliaire qui remplacent, dans leurs emplois, un même nombre d'hommes du service armé. En octobre, sont dirigés sur le 5e régiment de génie, à Versailles, pour être mis à la disposition des Compagnies de chemin de fer, les pères de famille nombreuse des classes 1903 et plus jeunes et toute la classe 1891. En novembre, ce mouvement est complété avec les classes 1895 à 1902, puis avec les classes 1893 et plus jeunes et, enfin, avec la classe 1892 des régions envahies et et les pères de quatre enfants et assimilés de toutes classes. Si bien que, quand, le 6 décembre, commence la démobilisation par échelons, il ne reste que fort peu de territoriaux à renvoyer ; les unités ne comprennent guère que des hommes du service auxiliaire, qu'on rassemble dans une compagnie chargée de la démobilisation finale.

§ 2. — 1er BATAILLON.

En janvier 1918, le 1er bataillon a son siège à Arcis-sur-Aube[2] et ses compagnies à : 1re et 3e compagnies, Vitry-le-François ; 2e, Moussy ; 4e, Mailly.

Le 31 mars, le bataillon est transporté en camions autos à Gisors[3] pour être employé aux services de place, des étapes, de l'intendance, du génie de la D. E. du G. A. R.

Par note 35029 du général commandant en chef, du 25 octobre 1919, le capitaine **RIOCHET**, du 262e R. I., est affecté au 36e R. I. T. pour y exercer le commandement du 1er bataillon en remplacement du chef de bataillon **MARTIN**, atteint par la limite d'âge.

Le 22 décembre, les compagnies sont rassemblées à Clermont, pour la démobilisation.

§ 3. — 2e BATAILLON.

En janvier 1918, le 2e bataillon a son siège à Charmont et ses compagnies à : 5e,

---

1 e groupement du lieutenant-colonel du 36e change de désignation plusieurs fois en 1918 – 1919. Son territoire s'étend de l'Argonne à Noisy-le-Sec et de Fère-en-Tardenois et Villers-Cotterêts à Cravant et Montargis. Il comprend, avec nombre d'autres unités françaises, indigènes, italiennes, chinoises, trois, puis deux et enfin un bataillon du 36e : le 2e, conservé jusqu'à complète démobilisation.

2 *Composition*. — État-major, commandant MARTIN ; médecin-major BONNIS ; lieutenant DECOMBLE ; 1re compagnie, capitaine ESCURAT, lieutenant DEFRANCHI ; 2e compagnie, capitaine MARTIN, lieutenant de La MURE ; 3e compagnie, capitaine LÉVY, lieutenant GANDONNIÈRE ; 4e compagnie, capitaine DUSELLE, lieutenant TOUALLION.

3 Cantonnements à partir du 11 avril : état-major, Gisors ; 1re compagnie, Gisors (ferme Lazare) ; 2e compagnie, Fleury-sur-Andelle et localités dépendant de la zone des étapes de Fleury ; 3e compagnie, 1re section, Gisors ; 2e section, Chars ; une section, Bomières ; 4e compagnie, Eragny.

Chaudrey ; 6e, Charmont ; 7e, Feuges ; 8e, Vendeuvre[1].
Le 7 avril, le 2e bataillon reçoit la mission de garde dans les gares du réseau de l'Est ; il est en place le 9 :

État-major à Villers-Cotterêts, puis à Château-Thierry ; 5e compagnie, P. P. et une section, à Jessains ; une section à Troyes, Châlons, Sainte-Menehould ; 6e compagnie, P. P. et une section, à Dormans ; une section à La Ferté-Milon, Valmy, Épernay ; 7e compagnie, P. P. et deux sections, à Villers-Cotterêts ; deux section à Fère-en-Tardenois; 8e compagnie, P. P. et une section, à Meaux ; une section à Vaires-Triage, Château-Thierry.
A l'avance allemande sur la Marne, les 6e, 7e et 8e compagnies sont forcées d'abandonner, assez précipitamment, la majeure partie de leurs cantonnements. Le bataillon occupe, après divers mouvements (juin – juillet) : état-major et 6e compagnie, Nogent-sur-Seine ; 5e compagnie, Favresse ; 7e compagnie, Nogent-sur-Seine, puis Jouy-sur-Morin ; 8e compagnie, Villenauxe, puis Montbléru, avec nombreux détachements. La 5e compagnie conserve jusqu'à la démobilisation sa destination (chemins de fer). Les autres compagnies sont employées aux travaux de place, cantonnements, génie, route, forêts, brancardage, etc., avec fréquents déplacements.
Le 10 novembre, le bataillon (sauf la 5e compagnie) est réuni à Nogent-sur-Seine ; il est transporté, le 15, à Épernay, puis à Reims, pour revenir, le 23, à Épernay, où il est rejoint, le 25, par la 5e compagnie.
Le 23 décembre, dissolution des compagnies 5, 6, 7 ; la 8e compagnie reçoit le personnel et le matériel restant. Le 4 janvier 1919, dissolution de l'état-major du bataillon ; la 8e compagnie reçoit, après cette date, tous les éléments du G. T. E., qu'elle démobilise. Le 6 mars, cette compagnie est à son tour dissoute ; c'était la fin du dernier élément du 36e territorial.

§ 4. — 4e BATAILLON.

De juillet 1916 à sa dissolution, en 1919, le 4e bataillon[2] assure, à Châlons, les services de la garnison, tantôt rattaché au groupe du lieutenant-colonel du 36e, tantôt sous l'autorité directe du général commandant la place, et toujours à l'entière satisfaction des autorités militaires locales.
Son chef distingué, M. le commandant **RUCHETON**[3], continuant les traditions du 36e, maintient, à Châlons, la bonne réputation acquise par le régiment et y gagne estime et sympathie générales.
Il fait prendre, du cimetière militaire, organisé par le régiment, un soin délicat, à la grande satisfaction de l'autorité municipale.
Il forme avec des éléments puisés et renouvelés dans l'ensemble du régiment une bonne musique dite de la « IVe armée ». Cette musique apporte un dérivatif aux monstrueux bombardements qui sévissent sur la ville, rompt la sévérité du milieu et des

1 Composition : état-major, commandant HAËGELI, lieutenant BARBIER ; médecin aide-major DAUBIGNY ; 5e compagnie, capitaine CART, sous-lieutenant CANTILLON-TRAMONT ; 6e compagnie, capitaine CALMÉ, sous-lieutenant FROC ; 7e compagnie, capitaine MILLET, lieutenant RODE ; 8e compagnie, capitaine SOREL, lieutenant BRÛLÉ.

2 Composition en janvier 1918 : état-major, commandant RUCHETON, lieutenant MAGDELAIN, médecin aide-major PASTEUR ; 17e compagnie, capitaine CHAZAL, lieutenant RUEL ; 18e compagnie, capitaine RAYER, lieutenant BOSREDON ; 19e compagnie, capitaine PAGEAULT ; 20e compagnie, capitaine DESPLANQUES, sous-lieutenant THOMAS.

3 M. le commandant RUCHETON y reçoit, avec la croix de la Légion d'honneur, la légitime récompense de ses mérites.

circonstances, en joignant, elle aussi, l'agréable à l'utile.
Les bombardements se succèdent, en effet, fréquents, dangereux, sur Châlons.
Dans la nuit du 29 au 30 avril 1917, un bombardement par avions, sur le quartier Tirlet qu'occupe le bataillon, y tue quinze militaires et en blesse quelques autres.
Dans la nuit du 22 au 23 mars 1918, le bombardement fait deux victime au 36e, le sergent **de KERDANET** et le soldat **LARGILLIER**, tués.
A la suite des bombardements des 24 et 25 du même mois, les 18e, 19e et 20e compagnies doivent abandonner le quartier Tirlet pour aller cantonner pour aller cantonner à la caserne Forgeot et à la brasserie de l'Étoile ; puis, le 2 avril, c'est le tour de la 20e compagnie, Tirlet étant devenu intenable.
En juillet 1918, bombardement à longue portée (305 et 380) et raids de bombes incendiaires : 600 torpilles environ tombent sur la ville. 60 hommes du bataillon sont employés quotidiennement au déblaiement et à l'étaiement de maisons détruites, au nivellement des entonnoirs et à la mise en état des routes défoncées. Le commandant et les officiers se multiplient pour porter et diriger les secours, éteindre les incendies, etc...
Le 25 juillet, le général **GOURAUD**, commandant la IVe armée, tient à récompenser lui-même ces efforts et remet la croix de guerre au commandant **RUCHETON**, au lieutenant **BOSREDON** et à seize militaires du bataillon. Le 18 août, le général **GARBIT**, commandant la place, ajoute à ces récompenses la remise de la croix de guerre à neuf gradés et soldats du bataillon.
Les bombardements continuent, incessants. Dans la nuit du 1er au 2 octobre, des bombes d'avion tombent sur l'H. O. E. 33, tuant 60 hommes et en blessant 60 autres.
Le 8 novembre, le bataillon, devenant organe d'armée (note 1102/1, IVe armée), assure le fonctionnement du centre de ralliement des E. N. E. de l'armée.
Puis, comme pour les autres bataillons, c'est l'armistice, la démobilisation, la dissolution.

§ 5. — COMPAGNIES SPÉCIALES DE « STATION-MAGASIN ».

Arrivées à Meaux dans la matinée du 5 août 1914, les deux compagnies spéciales de station- magasin y font du service de gare et de place.
Du 31 août au 2 septembre, le capitaine **TESTARD**, commandant le détachement, prépare la défense de la ville, suivant instructions du chef d'escadrons du 8e hussards, commandant d'armes.
Le 3 septembre, le détachement reçoit ordre d'embarquement pour Nantes, où il arrive le 8 septembre, avec 900 hommes, employés désormais aux corvées pénibles de coltinage dans le port et en gare.
Le détachement est en bonnes mains. Le capitaine **TESTARD**, un ancien du 36e, y maintient une exacte discipline. Alliant la bienveillance à la fermeté, il se multiplie pour assurer le maximum de bien-être à ses subordonnés (jardins potagers, habillement, etc.) et obtenir d'eux un rendement donnant satisfaction aux employeurs.
En août 1916, les compagnies spéciales sont affectées à la station-magasin d'Ambronay (Ain). Commence alors le remplacement des R. A. T. par des S. X.
En septembre 1917, les compagnies sont fondues en une seule, à l'effectif de 462. Le capitaine **TESTARD** est rendu à la vie civile le 17 décembre de la même année (limite d'âge). La compagnie est dissoute en octobre 1918.

Ancestramil

CONCLUSION.

Puissent ces quelques pages, qui ne retracent que bien faiblement la part glorieuse du 36e territorial dans la grande guerre, inspirer à ceux qui les liront les idées de devoir, d'amour du pays et du drapeau que nous avons cherché à évoquer en les écrivant.

Ancestramil

TABLEAU D'HONNEUR

A) *Officiers promus dans la Légion d'honneur*. — MM. GADOIN (cap.), GASQUET (comm.), GONDRÉ (lieut.-col.), HAEGELI (comm.), LABOUR (cap.), MARTIN (comm.), MILLET (cap.), RICHTER (cap.), RUCHETON (comm.).

B) *Décorés de la médaille militaire*. — ANDRÉ (c.), BOUDENON, CHOUX (s.-o.), DEROY, DUPUICH (s.-o.), LEMAIRE (adj.), MILLE (adj.), MURRAY (adj.).

C) *Tués au champ d'honneur*. — AGRON (c.), ARTIÈRES, BALLAND, BLAISE (c.), BOR, BOSQUET, BOUCHET, BRACHET (c.), BRUCELLE, CAGNAT, CALANDREAUD, COULARD, COULAUD, COUSSEMENT, DAUPHIN, DELFOSSE, DENAIN (sous-lieut.), DUBOS, DUMONT, FLON, FORGET, FORGERON, FUALDÈS, GOBERT (o.), GRÈZE, GUICHON (lieut.), HEURTEVIN, HOUZÉ, JEAN, JOLLY (c.), JUVIN, de KERDANET (s.- o.), LABÉTOULLE (s.-o.), LACORNE, LARGILLIER, LASCAUT (c.), LEFORT (sous-lieut.), LIROT, MABILLON, MICHAUT (s.-o.), MICHEL, MORIGNOT, MOUILHAC, NESMES, PAULI, PLASSE (sous-lieut.), PLAS, PENDU, RAOULT, RATONIE (s.-o.), RÉMOND, ROSS, ROY, SCRIBE, SERVIN, SÉNÉJAUX, SCHIETECATTE, SYRIEIX, TAUPIN, TERRAS (comm.), THEIL, TOUFFU, VALTON (adjud.-chef), WALK.

Ancestramil

TABLE DES MATIÈRES

———————

Pages. Avant-propos 2

I.

Avant la Marne (2 août – 4 septembre 1914).

$ 1er Mobilisation – Concentration 7
$ 2. A Châlons 7
$ 3. Défense et évacuation de Châlons 9

II.

Sur le champ de bataille (Septembre 1914-février 1916)

$ 1er Travaux de seconde et de première lignes 10
$ 2. Commandement d'étapes de champ de bataille 11
$ 3. Groupe de police mobile 12

II

Après la Marne

$ 1er Commandant 13
$ 2. Organisation 15

III

Les bataillons au front

$ 1er 1er bataillon : Argonne 17
$ 2. 2e bataillon : Argonne et Champagne 18
$ 3. 3e bataillon : Verdun 19
$ 4. 4e bataillon : Argonne 22

IV

Au travail

$ 1er. Pontage 25
$ 2. Hangars 25
$ 3. Engins explosifs (grenades) 26
$ 4. Atelier de Saint-Pierre-aux-Oies 27
$ 5. Périscope 27
$ 6. Clayonnages 27
$ 7. Exploitation forestière 28
$ 8. Réseaux Bonnefon 30
$ 9. Repérage et restauration des tombes 30
$ 10. Cimetière de Châlons 30
$ 11. Travaux extérieurs 31
$ 12. Divers 32

Ancestramil

V
Attaque de Champagne

$ 1er Commandement d'étapes de champ de bataille 34
$ 2. Après l'offensive 55

III

Le 36e "Producteur" ou "l'industrialisation du front"

I

Fère-Champenoise (Novembre 1915-ju_in 1916)

$ 1er But et moyens 36
$ 2. Mise en oeuvre 39
$ 3. Missions spéciales 40
$ 4. Exose 41

II

$ 1er But et moyens 42
$ 2. Personnel 42
$ 3. Le 36e au travail (rapport du général Valabrègue) 44
$ 4. Autres missions 47
$ 5. La loi sur l'indrustrialisation du front 48
$ 6. Inspections 49
$ 7. La fin du groupement producteur (11 janvier 1918) 49

IV
Aux Etapes

$ 1er Les évènements 50
$ 2. 1er bataillon 51
$ 3. 2e bataillon 52
$ 3. 4e bataillon 53
$ 4. Compagnies spéciales de "station-magasin" 54
Conclusion 55

V

Tableau d'honneur 56

Ancestramil